

UNIVERSAL POSTAL UNION.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

July 4, 1891.

Powers contracting. *Convention Postale Universelle conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, l'Inde Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, le Royaume d'Hawaï, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal, et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.*

Universal Postal Convention concluded between Germany and the German Protectorates, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, the British Colonies of Australasia, Canada and British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Norway, Paraguay, the Netherlands and the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Serbia, the Kingdom of Siam, the South African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

Preamble.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Vienne, en vertu de l'article 19 de la Convention postale universelle conclue à Paris le 1^{er} juin 1878, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention, ainsi que l'acte additionnel y relatif conclu à Lisbonne le 21 mars 1885, conformément aux dispositions suivantes:

Vol. 20, p. 744.

Vol. 25, p. 1339.

[Translation made at Post-Office Department, Washington.]

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Vienna, by virtue of Article 19 of the Universal Postal Convention concluded at Paris on the 1st of June 1878, have by common consent, and subject to ratification, revised said Convention, as well as the Additional Act relating thereto concluded at Lisbon on the 21st of March 1885, in conformity with the following stipulations:

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE FIRST.

Article 1.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*Union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may join it hereafter, form, under the title of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of articles of correspondence between their post-offices.

Universal Postal Union formed.

ARTICLE 2.

ARTICLE 2.

Art. 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

The stipulations of this Convention extend to letters, to single post-cards and post-cards with paid reply, printed matter of every kind, commercial papers and samples of merchandise originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and the countries foreign to the Union, whenever the services of two of the contracting parties at least are used for that exchange.

Scope of stipulations.

ARTICLE 3.

ARTICLE 3.

Art. 3.

1.—Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

1.—The Postal Administrations of neighboring countries, or countries able to correspond directly with each other without using the intermediary of the services of a third Administration, determine, by mutual agreement, the conditions of the conveyance of mails which they exchange across the frontier, or from one frontier to the other.

Special agreements by contiguous countries

2.—A moins d'arrangement contraire, on considère comme services effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

2.—Unless there be a contrary arrangement, the direct maritime-conveyance performed between two countries by means of packets or vessels depending upon one of them, shall be considered as a third service, and this conveyance, as well as that performed between two offices of the same country by the intermediary of maritime or territorial services depending upon another country, is regulated by the stipulations of the following Article.

Maritime conveyance.

ARTICLE 4.

ARTICLE 4.

Art. 4.

1.—La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

1.—The right of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Transit guaranteed.

2.—En conséquence, les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Transit charges.

3.—Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir :

Land.

1° pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

Sea.

2° pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets.

Exceptions.

4.—Il est toutefois entendu :

Free matter.

1° que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu au chiffre 3° ci-après;

Present sea charges.

2° que partout où les frais de transit maritime sont fixés actuellement à 5 francs par kilogramme de lettres ou de cartes postales, et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, ces prix sont maintenus;

Free conveyance.

Limit.

3° que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'Administration intéressée a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transit territorial; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

Maximum of sea expenses.

4° que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais, le cas échéant, sont ré-

2.—Consequently, the several Postal Administrations of the Union may send reciprocally, through the intermediary of one or several of them, as well closed mails as correspondence in open-mail according to the needs of the traffic, and the convenience of the postal service.

3.—The correspondence exchanged, whether in open-mail or in closed mails between two Administrations of the Union, by means of the services of one or several other Administrations of the Union, is subject to the following transit charges, to be paid to each of the countries traversed, or whose services participate in the conveyance, viz :

1st. For territorial conveyance, 2 francs per kilogram of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogram of other articles;

2nd. For maritime conveyance, 15 francs per kilogram of letters or post-cards, and 1 franc per kilogram of other articles;

4.—It is, however, understood—

1st. That wherever the transit is already gratuitous at present, or subject to more advantageous conditions, such condition is maintained, except in the case provided for in paragraph 3d, following;

2nd. That wherever the maritime transit charges are fixed at present at 5 francs per kilogram of letters or post-cards, and at 50 centimes per kilogram of other articles, these charges are maintained;

3d. That every maritime conveyance not exceeding 300 nautical miles is gratuitous, if the Administration concerned is already entitled, on account of mails or articles benefiting by this conveyance, to the remuneration applicable to territorial transit; in the contrary case, payment is made at the rate of 2 francs per kilogram of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogram of other articles;

4th. That in the case of maritime conveyance effected by two or more Administrations, the expenses of the entire transportation can not exceed 15 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles; these expenses are in such

partis entre ces Administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées;

5° que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

5.—Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

6.—Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer dans le Règlement d'exécution prévu par l'article 20 ci-après.

7.—Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des Administrations postales entre elles, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

ARTICLE 5.

1.—Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit:

1° pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

2° pour les cartes postales, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée.

case shared between those Administrations *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements between the parties interested;

5th. That the rates specified in the present Article do not apply either to conveyance by means of services depending upon Administrations foreign to the Union, or to conveyance within the Union by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration, either in the interest, or at the request of one or several other Administrations. The conditions of these two categories of conveyance are regulated by mutual agreement between the Administrations interested.

5.—The expenses of transit are borne by the Administration of the country of origin.

6.—The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every three years, during a period of 28 days to be determined on in the Regulations of execution referred to in Article 20 hereafter.

7.—The correspondence between the Postal Administrations, the reply-halves of double post-cards returned to the country of origin, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, return-receipts, money orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

ARTICLE 5.

1.—The rates of postage for the conveyance of postal articles throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in the countries of the Union where a delivery service is or shall be organized, are fixed as follows:

1st. For letters, 25 centimes in case of prepayment, and double that amount in the contrary case, for each letter and for every weight of 15 grams or fraction of 15 grams;

2nd. For post-cards, 10 centimes for a single card, or for each of the two halves of a post-card with paid reply.

Services to non Union or special countries.

Expenses of transit.

General settlement.

Exemptions.

Art. 5.

Rates of postage.

Letters.

Postal cards.

Les cartes postales non affranchies sont soumises à la taxe des lettres non affranchies.

Printed matter.

3° pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandise, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

Additional charges.

2.—Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent :

Surtax on sea transit.

1° pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets et dans toutes les relations auxquelles ces frais de transit sont applicables, une surtaxe uniforme qui ne peut pas dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets ;

Matter to non-Union countries.

2° pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Penalty for insufficient prepayment.

3.—En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse dépasser celle qui est perçue dans le pays de destination sur les correspondances non affranchies de même nature, poids et origine.

Prepayment required.

4.—Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

Samples.

5.—Les paquets d'échantillons de marchandise ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur

Post-cards not prepaid are subject to the rate of postage for letters not prepaid.

3d. For printed matter of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 5 centimes for each article or packet bearing a particular address, and for every weight of 50 grams or fraction of 50 grams, provided that such article or packet does not contain any letter or manuscript note having the character of actual and personal correspondence, and that it be made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

The charge on commercial papers cannot be less than 25 centimes per packet, and the charge on samples cannot be less than 10 centimes per packet.

2.—In addition to the rates fixed by the preceding paragraph, there may be levied :

1st. For every article subjected to maritime-transit charges of 15 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles, and in all the relations to which these transit charges are applicable, a uniform surtax which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes per 50 grams or fraction of 50 grams for other articles.

2d. For every article conveyed by services depending on Administrations foreign to the Union, or by extraordinary services in the Union giving rise to special expenses, a surtax in proportion to these expenses.

3.—In case of insufficient prepayment, articles of correspondence of every kind are liable to a charge equal to double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees, which charge, however, may not exceed that which is levied in the country of destination on correspondence not prepaid, of the same nature, weight and origin.

4.—Articles other than letters and post-cards must be prepaid at least in part.

5.—Packets of samples of merchandise may not contain any article having a salable value; they

marchande; ils ne doivent pas dépasser le poids de 250 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou, s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre. Toutefois, les Administrations des pays intéressés sont autorisées à adopter de commun accord, pour leurs échanges réciproques, des limites de poids ou de dimensions supérieures à celles fixées cidessus.

6.—Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 centimètres et dont la longueur n'exécède pas 75 centimètres.

ARTICLE 6.

1.—Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

2.—Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur: 1° du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

2° d'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

3.—L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

ARTICLE 7.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement jusqu'au montant de 500 francs dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'introduire ce service. Ces objets sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

2.—Le montant encaissé du destinataire doit être transmis à l'envoyeur au moyen d'un mandat de poste, après déduction de la taxe

must not exceed 250 grams in weight, or measure more than 30 centimeters in length, 20 centimeters in breadth and 10 centimeters in depth, or if they are in the form of a roll, 30 centimeters in length and 15 centimeters in diameter. The Administrations of the countries interested are, however, authorized to adopt by common consent, for their reciprocal exchanges, limits of weight or size exceeding those fixed above.

6.—Packets of commercial papers and printed matter may not exceed 2 kilograms in weight or measure more in any direction than 45 centimeters. Packets in the form of a roll may, however, be admitted to the mails provided they do not exceed 10 centimeters in diameter, and 75 centimeters in length.

Limit of weight, etc.

ARTICLE 6.

1.—The articles specified in Article 5 may be registered.

Art. 6.

Registration.

2.—Every registered article is liable, at the charge of the sender:

Charges.

1st. To the ordinary prepaid rate of postage upon the article, according to its nature;

2nd. To a fixed registration fee of 25 centimes at the maximum, including the issue of a receipt to the sender.

Post, p. 1068.

3.—The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of delivery of said article by paying in advance a fixed fee of 25 centimes at the maximum.

ARTICLE 7.

Art. 7.

1.—Registered articles may be sent, marked with trade-charges up to the amount of 500 francs, to be collected on delivery, in the mails exchanged between the countries whose Administrations agree to introduce this service. These articles are subject to the formalities and rates applicable to registered articles.

Collections.

2.—The amount collected from the addressee must be transmitted to the sender by means of a money order, after deducting the fee

Remittance.

des mandats ordinaires et d'un droit d'encaissement de 10 centimes.

chargeable for said money order, and a fee of 10 centimes for collection.

Art. 8.

ARTICLE 8.

ARTICLE 8.

Indemnity for lost registered article.

Post, p. 1086.

Responsibility.

Payment.

Time limit.

Sharing liability.

1.—En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

2.—L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

3.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

4.—Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci. Dans le cas où l'Office responsable aurait notifié à l'Office expéditeur de ne point effectuer le paiement, il devrait rembourser à ce dernier Office les frais qui seraient la conséquence du non-paiement.

5.—Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6.—Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possi-

1.—In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, the sender, or, at his request, the addressee, is entitled to an indemnity of 50 francs.

2.—The obligation to pay the indemnity is incumbent on the Administration to which the dispatching office belongs. There is reserved to that Administration a remedy against the responsible Administration, that is to say, against the Administration within whose territory or in whose service the loss occurred.

3.—Until the contrary is proved, the responsibility rests with the Administration which, after having received the article without making any remark, cannot prove either its delivery to the addressee, or its regular transmission to the next Administration, as the case may be. As regards articles addressed *poste restante*, the responsibility ceases upon delivery to a person who has proved, according to the regulations in force in the country of destination, that his name and description are in conformity with the indications of the address.

4.—The payment of the indemnity by the dispatching office should be made as soon as possible, and at the latest within the period of one year dating from the day of the reclamation. The responsible office is bound to refund to the dispatching office without delay the amount of the indemnity paid by the latter. In the case where the responsible office has notified the dispatching office not to make the payment, the former must refund to the latter office the expenses which may result from such non-payment.

5.—It is understood that the reclamation is only entertained if made within the period of one year from the time when the registered article was mailed; after this period has passed, the claimant has no right to any indemnity.

6.—If the loss has occurred during transportation, and it is impos-

ble d'établir sur le territoire de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

7.—Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

sible to ascertain on the territory of which country the loss took place, the Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

7.—The Administrations cease to be responsible for registered articles, the addressees of which have given a receipt for them and have accepted them.

Responsibility ended by delivery.

ARTICLE 9.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

1° pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée;

2° pour toute demande par voie télégraphique, la taxe de télégramme d'après le tarif ordinaire.

3.—Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

ARTICLE 9.

1.—The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the service, or cause the address to be changed, as long as the article has not been delivered to the addressee.

2.—The request to be formulated for this purpose is transmitted by mail or by telegraph, at the expense of the sender, who must pay, as follows :

1st for every request by mail the charge applicable to a registered single letter;

2nd for every request by telegraph, the charge for the telegram according to the ordinary tariff.

3.—The provisions of this Article are not obligatory in countries the legislation of which does not allow the sender to dispose of an article in course of transportation.

Art. 9.

Withdrawal of article from mail or changing address.

Requests.

Provisions not obligatory.

ARTICLE 10.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 20 de la présente Convention.

ARTICLE 10.

Those countries of the Union which have not the franc for their monetary unit fix their postage rates at the equivalents, in their respective currencies, of the rates determined by Articles 5 and 6 preceding. Such countries have the option of rounding off the fractions in conformity with the Table inserted in the Regulations of execution mentioned in Article 20 of the present Convention.

Art. 10.

Equivalent rates in currency of each country.

Post, p. 1104.

Post, p. 1091.

ARTICLE 11.

1.—L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers. Toutefois, sont également considérées comme dûment affranchies les cartes-réponse por-

ARTICLE 11.

1.—Prepayment of postage on every description of article can be effected only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals. Nevertheless, the reply-halves of post-cards with paid reply bearing postage-stamps

Art. 11.

Stamps required.

tant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes.

Official postal matter free.

2—Les correspondances officielles relatives au service de postes et échangées entre les Administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

Stamps for matter mailed on ships.

3—Les correspondances déposées en pleine mer à la boîte d'un paquebot ou entre les mains des commandants de navires peuvent être affranchies au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

of the country which issued these cards are likewise considered as duly prepaid.

2.—Official correspondence relative to the postal service, and exchanged between the Postal Administrations, is alone exempt from this obligation and admitted free.

3.—Correspondence mailed on the high seas in the letter-box of a vessel or by being handed to the captains of vessels may be prepaid by means of the postage-stamps and according to the postage-rates of the country to which said vessel belongs or on which it is dependent. If the mailing on board takes place during the stay of the vessel at one of the two terminal points of the voyage or at one of the intermediate ports of call, prepayment of postage is not valid unless it is effected by means of the postage-stamps and according to the postage-rates of the country in whose waters the vessel happens to be.

Art. 12.

ARTICLE 12.

Retention of collections.

1—Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7, 10 et 11 précédents, sauf la bonification due pour les mandats prévus au paragraphe 2 de l'article 7.

Accounts.

2—En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous réserve de la bonification prévue au paragraphe 1 du présent article.

Limit of charges.

3—Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

ARTICLE 12.

1.—Each Administration keeps the whole of the sums which it collects in execution of the foregoing Articles 5, 6, 7, 10 and 11, except the payments due for money orders provided by paragraph 2 of Article 7.

2.—Consequently, there is no necessity on this head for any accounts between the several Administrations of the Union, except as regards the payments mentioned in paragraph 1 of the present Article.

3.—Neither the senders nor the addressees of letters and other postal articles can be called upon to pay, either in the country of origin or in that of destination, any postage or any postal fee other than those contemplated by the Articles above-mentioned.

Art. 13.

ARTICLE 13.

Special delivery.

1—Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se

ARTICLE 13.

1.—Articles of correspondence of every kind are, at the request of the senders, delivered at the residence of the addressees by a special carrier immediately after their arrival, in the countries of the Union

charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2.—Ces envois, qui sont qualifiés „expres“, sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

3.—Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataires peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par expres dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

4.—Les objets expres non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires.

ARTICLE 14.

1.—Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

2.—Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur desdites correspondances.

3.—Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de toute nature insuffisamment affranchies, qui font retour au pays d'origine par suite de réexpédition ou de mise en rebut, sont passibles, à la charge des destinataires ou des expéditeurs, des mêmes taxes que les objets similaires directement adressés du pays de la première destination au pays d'origine.

ARTICLE 15.

1.—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, par l'intermédiaire des

which consent to undertake this service in their reciprocal relations.

2.—These articles, which are endorsed "express", are subject to a special charge for delivery at the residence; this charge is fixed at 30 centimes, and must be paid in full and in advance, by the sender, over and above the ordinary postage. It belongs to the Administration of the country of origin.

3.—If the article is destined for a locality where there is no post-office, the Postal Administration of the country of destination may levy an additional charge, to the amount of the rate fixed for delivery by special carrier in its domestic service, a deduction being made of the fixed rate paid by the sender, or of its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

4.—"Express" articles upon which the entire charges payable in advance are not fully prepaid, are delivered by the ordinary means.

ARTICLE 14.

1.—No additional charge is levied for the reforwarding of postal articles within the interior of the Union.

2.—Undeliverable articles do not give rise to a restitution of the transit charges due to intermediary Administrations for the previous conveyance of said articles.

3.—Unpaid letters and post-cards, and insufficiently prepaid articles of every kind, when returned to the country of origin, owing to their being reforwarded or because they have become undeliverable, are liable, at the expense of the addressees or senders, to the same rates as similar articles addressed directly from the country of the first destination to the country of origin.

ARTICLE 15.

1.—Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting countries and the commanders of naval squadrons or ships-of-war of the same country stationed abroad, through the intermediary of the

Charge.

Delivery where no office exists.

Ordinary delivery if not prepaid.

Art. 14.

Reforwarding.

Charges on returned matter.

Art. 15.

Exchange of closed mails with ships of war.

services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

Regulations.

2—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

Transit expenses.

3—Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

territorial or maritime services depending on other countries.

2—Articles of every kind enclosed in these mails must consist exclusively of those addressed to or sent by the officers and crews of the vessels for which the mails are destined or from which they are dispatched; the rates and conditions of dispatch applicable thereto are determined by the Postal Administration of the country to which the vessels belong, in accordance with its domestic regulations.

3—Unless there be a contrary arrangement between the offices interested, the Post Office which dispatches or receives the mails in question is accountable to the intermediary Offices for the transit expenses calculated in conformity with the provisions of Article 4.

Art. 16.

ARTICLE 16.

Limits to articles forwarded.

1—Il n'est pas donné cours:

a) aux papiers d'affaires, échantillons et imprimés qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou qui ne sont pas conditionnés de façon à permettre une vérification facile du contenu;

b) aux objets de mêmes catégories qui dépassent les limites de poids et de dimensions fixées à l'article 5;

c) aux échantillons de marchandises ayant une valeur marchande.

Return to sender.

2—Le cas échéant, les envois mentionnés au paragraphe précédent doivent être renvoyés au timbre d'origine et remis, s'il est possible, à l'expéditeur.

Matter forbidden.

3—Il est interdit:

1° d'expédier par la poste:

a) des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les correspondances;

b) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions prévues au Règlement de détail.

2° d'insérer dans les correspondances ordinaires ou recommandées consignées à la poste:

a) des pièces de monnaie ayant cours;

ARTICLE 16.

1—Circulation shall not be given:

a) to commercial papers, samples and printed matter which are not prepaid at least in part or which are not put up in such a manner as to permit the easy examination of the contents;

b) to articles of the same categories which exceed the limits of weight and size fixed by Article 5;

c) to samples of merchandise which have a salable value.

2—If any of the articles mentioned in the preceding paragraph be given circulation, they should be returned to the office of origin, and, if possible, be delivered to the sender.

3—It is forbidden:

1st to send by mail:

a) samples and other articles which, from their nature, may prove dangerous to the postal employés, soil or injure the correspondence;

b) explosive, inflammable or dangerous substances; animals and insects, living or dead, excepting the cases provided for in the Regulations of detail.

2nd to insert in ordinary or registered articles placed in the mails:

a) current coin;

b) des objets passibles des droits de douane;

c) des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

4.—Les envois tombant sous les prohibitions du paragraphe 3 qui précède et qui auraient été à tort admis à l'expédition, doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation ou par ses règlements intérieurs à en disposer autrement.

5.—Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que de correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessins, etc. interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

ARTICLE 17.

1.—Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union, admettent tous les autres Offices de l'Union à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

2.—Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports postaux entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

3.—A l'égard des frais de transit dans le ressort de l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les

b) articles liable to customs duty;

c) gold or silver bullion, precious stones, jewelry, and other precious articles, but only in case their insertion or transmission is prohibited by the legislation of the countries concerned.

4.—Articles coming under the prohibition of paragraph 3 preceding which have been forwarded erroneously, should be returned to the office of origin, except in cases where the Administration of the country of destination is authorized by its legislation or by its domestic regulations to dispose of them otherwise.

5.—There is, moreover, reserved to the Government of every country of the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, as well articles liable to the reduced rate in regard to which the laws, ordinances or decrees which regulate the conditions of their publication or circulation in that country have not been complied with, as correspondence of every kind which bears ostensibly inscriptions, designs, &c. forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.

ARTICLE 17.

1.—The Offices of the Union which have relations with countries outside the Union, admit all the other Offices of the Union, to take advantage of such relations for the exchange of postal articles with the said countries.

2.—The postal articles exchanged in open mail between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, are treated, as regards the conveyance beyond the limits of the Union, in conformity with the Conventions, Arrangements, or special provisions governing the postal relations between the latter country and the country foreign to the Union.

3.—With regard to the expenses of transit within the limits of the Union, articles originating in or addressed to a country foreign to the Union are assimilated to those from or for the country of the

Return if erroneously forwarded.

Reserved rights.

Art. 17.

Extension of Union privileges to non-Union countries.

Open-mail exchanges.

Expenses in the Union.

relations avec ce premier pays.

Expenses beyond
the Union.

4.—A l'égard des frais de transit en dehors des limites de l'Union, les correspondances à destination d'un pays étranger sont soumises, au profit du pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à celle-ci, aux frais de transit suivant, savoir:

Sea transit.

a) pour les parcours maritimes en dehors de l'Union, 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets;

Land transit.

b) pour les parcours territoriaux en dehors de l'Union, s'il y a lieu, les frais par kilogramme notifiés par le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger servant d'intermédiaire.

Maximum maritime
conveyance charges.

5.—En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours maritime total, dans le ressort de l'Union et en dehors de l'Union, ne peuvent dépasser 20 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; le cas échéant, ces frais sont répartis entre ces Administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents entre les parties intéressées.

Payment.

6.—Les frais de transit en dehors de l'Union mentionnés ci-dessus sont à la charge de l'Administration du pays d'origine. Ils s'appliquent à toutes les correspondances expédiées soit à découvert, soit en dépêches closes. Mais dans le cas de dépêches closes envoyées d'un pays de l'Union à destination d'un pays étranger à celle-ci, ou d'un pays étranger à destination d'un pays de l'Union, un arrangement préalable concernant le mode de paiement des frais de transit devra être conclu entre les Administrations intéressées.

General settlement.

7.—Le décompte général des frais de transit des correspondances échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, a lieu sur la base de relevés qui sont établis en même temps que les relevés dressés, en vertu de Parti-

Union which maintains relations with the first mentioned country.

4.—With regard to the expenses of transit beyond the limits of the Union, articles addressed to a country foreign to the Union are subjected to the following transit charges, credited to the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union:

a) for maritime transits beyond the Union, 20 francs per kilogram of letters or post-cards, and one franc per kilogram of other articles;

b) for territorial transits beyond the Union, if any, the charges per kilogram announced by the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union serving as intermediary.

5.—In the case of maritime conveyance effected by two or more Administrations, the charges for the entire maritime transit, within and beyond the Union, may not exceed 20 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles; if the case demands it, these charges are shared between these Administrations *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements between the parties interested.

6.—The above-mentioned expenses of transit beyond the Union are payable by the Administration of the country of origin. They apply to all articles dispatched whether in open-mail or in closed mails. But in the case of closed mails dispatched from a country of the Union to a country foreign thereto, or from a country foreign to the Union to a country of the Union, a previous arrangement concerning the mode of payment of the transit expenses should be concluded between the Administrations interested.

7.—The general settlement of the transit expenses for articles exchanged between a country of the Union and a country foreign to it, through the intermediary of another country of the Union, takes place on the basis of statements which are prepared at the same

cle 4 précédent, pour la fixation des frais de transit dans l'Union.

time as the statements prepared by virtue of Article 4 preceding, for determining the expenses of transit within the Union.

Ante, p. 1081.

8.—Les taxes à percevoir dans un pays de l'Union sur les correspondances à destination ou provenant d'un pays étranger à l'Union et empruntant l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, ne pourront jamais être inférieures au tarif normal de l'Union. Ces taxes restent acquises en entier au pays qui les perçoit.

8.—The rates to be levied in a country of the Union on articles addressed to or originating in a country foreign to the Union and using the intermediary of another country of the Union, can never be lower than the normal Union rates. These rates belong entirely to the country which levies them.

Minimum rates.

ARTICLE 18.

ARTICLE 18.

Art. 18.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents

The high contracting parties engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for punishing the fraudulent use, for the prepayment of postal articles, of counterfeit postage-stamps, or postage-stamps which have already been used. They likewise engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for prohibiting and suppressing the fraudulent manufacture, sale, offering for sale, or distribution of embossed and adhesive stamps in use in the postal service, counterfeited or imitated in such a manner as to be mistakable for the embossed and adhesive stamps issued by the Administration of any one of the contracting countries.

Legislation to punish counterfeiting, etc.

ARTICLE 19.

ARTICLE 19.

Art. 19.

Le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc., font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

The services concerning letters and boxes with declared value, and those of money-orders, postal parcels, collection of bills and drafts, books of identity, subscriptions to newspapers, &c., form the subject of special arrangements between the different countries or groups of countries of the Union.

Special arrangements.

ARTICLE 20.

ARTICLE 20.

Art. 20.

1.—Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

1.—The Postal Administrations of the various countries composing the Union are competent to establish by mutual agreement, in Regulations of execution, all the measures of order and detail which are judged necessary.

Regulations.

2.—Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre

2.—The several Administrations may, moreover, make among them-

Special conventions.

entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Lower postage.

3.—Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

Art. 21.

ARTICLE 21.

Limitation of effect.

1.—La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

2.—Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

Art. 22.

ARTICLE 22.

International Bureau.
Maintenance.

1.—Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.

Duties.

2.—Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Art. 23.

ARTICLE 23.

Arbitration of disagreements.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Admi-

nelles the necessary arrangements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that those arrangements are not contrary to the present Convention.

3.—The Administrations interested are, however, permitted to conclude mutual agreements for the adoption of lower rates of postage within a radius of 30 kilometers.

ARTICLE 21.

1.—The present Convention involves no alteration in the legislation of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

2.—It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with the view to the improvement of postal relations.

ARTICLE 22.

1.—There is maintained, under the name of the *International Bureau of the Universal Postal Union*, a central office, which is conducted under the superintendence of the Swiss Postal Administration, and the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.

2.—This Bureau continues to be charged with the duty of collecting, collating, publishing and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known propositions for modifying the acts of the Congress; of giving notice of the changes adopted, and, in general, of undertaking such researches and labors as may be entrusted to it in the interest of the Postal Union.

ARTICLE 23.

1.—In case of disagreement between two or more members of the Union, as to the interpretation of the present Convention or as to the responsibility of an Adminis-

nistration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

4.—Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent.

ARTICLE 24.

1.—Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

2.—Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

3.—Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

4.—Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette Administration en conformité de l'article 10 précédent.

ARTICLE 25.

1.—Des Congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

tration in case of the loss of a registered article, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

2.—The decision of the arbitrators is given by an absolute majority of the votes.

3.—In case the votes are equally divided, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

4.—The provisions of the present Article apply equally to all the Agreements concluded by virtue of Article 19, preceding.

ARTICLE 24.

1.—Countries which have not taken part in the present Convention are admitted to adhere thereto upon their demand.

2.—Notice is given of this adhesion, through the diplomatic channel, to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

3.—It implies, as a right, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Convention.

4.—It devolves upon the Government of the Swiss Confederation to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the share to be contributed by the Administration of this latter country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be levied by that Administration in conformity with Article 10, preceding.

ARTICLE 25.

1.—Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple administrative conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

Decision.

Division.

Application.
Ante, p. 1091.

Art. 24.

Admission of other countries.

Notification.

Powers.

Share of expenses,
International Bureau.

Art. 25.

Special congresses
and conferences.

Regular congress.

2.—Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

2.—Nevertheless, a Congress must be held at least once every five years.

Representation.

3.—Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

3.—Each country must be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the country which they represent.

Votes.

4.—Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

4.—In the deliberations each country has one vote only.

Place of meeting.

5.—Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

5.—Each Congress fixes the place of meeting for the following Congress.

Conferences.

6.—Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

6.—For Conferences, the Administrations fix the places of meeting upon the proposal of the International Bureau.

Art. 26.

ARTICLE 26.

ARTICLE 26.

Changes proposed.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union.

1.—In the interval which elapses between the meetings, any Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other Administrations belonging to it, through the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the regimen of the Union.

Procedure.

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

2.—Every proposition is subject to the following procedure:

Un délai de cinq mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations, amendements ou contre-propositions. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

A period of five months is allowed to the Administrations of the Union to examine the propositions, and to transmit to the International Bureau, if necessary, their observations, amendments, or counter-propositions which they may desire to submit. The replies are tabulated by the International Bureau and communicated to the Administrations with the invitation to pronounce either for or against the proposition. Those Administrations which have not transmitted their vote within a period of six months, counting from the date of the second circular of the International Bureau notifying them of the observations made, are considered as abstaining from voting.

Votes necessary.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

3.—In order to become binding the propositions must obtain, as follows:

Unanimous.

1° l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles ou de la modification des dispositions du présent article et

1st. Unanimity of votes, if they involve the addition of new Articles or a modification of the stipulations of the present Article and

des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15 et 18;

2^o les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18 et 26;

3^o la simple majorité absolue, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 23 précédent.

4—Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

5—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

ARTICLE 27.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 22, 25 et 26 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas:

- 1^o L'Empire de l'Inde britannique;
- 2^o Le Dominion du Canada;
- 3^o L'ensemble des colonies britanniques de l'Australasie;
- 4^o L'ensemble des colonies danoises;
- 5^o L'ensemble des colonies espagnoles;
- 6^o L'ensemble des colonies françaises;
- 7^o L'ensemble des colonies néerlandaises;
- 8^o L'ensemble des colonies portugaises.

ARTICLE 28.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} juillet 1892 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15 and 18;

2nd. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of stipulations of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18 and 26;

3d. Simply an absolute majority, if they affect the interpretation of the stipulations of the Convention, except in the case of dispute contemplated in Article 23 preceding.

4.—The binding decisions are sanctioned, in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation is charged to prepare and transmit to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

5.—No modification or resolution adopted is binding until at least two months after its notification.

ARTICLE 27.

The following are considered as forming, for the application of Articles 22, 25 and 26 preceding, a single country, or a single Administration, as the case may be:

- 1st. The Empire of British India;
- 2nd. The Dominion of Canada;
- 3d. The whole of the British Colonies of Australasia.
- 4th. The whole of the Danish Colonies;
- 5th. The whole of the Spanish Colonies.
- 6th. The whole of the French Colonies;
- 7th. The whole of the Netherlands Colonies;
- 8th. The whole of the Portuguese Colonies.

ARTICLE 28.

The present Convention shall be put into execution on the 1st of July, 1892, and shall remain in force during an indefinite period; but each contracting party has the right to withdraw from the Union, by means of a notice given one year in advance by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

Two-thirds.

Majority.

Notice of changes.

Time limit.

Art. 27.

Colonies forming single administrations.

Art. 28.

Duration of convention.

Art. 29.

ARTICLE 29.

ARTICLE 29.

Prior treaties, etc.,
abrogated.

1.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des Traités, Conventions, Arrangements ou autres Actes conclus antérieurement entre les divers pays ou Administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 21 ci-dessus.

1.—From the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations of the Treaties, Conventions, Arrangements, or other Acts previously concluded between the various countries or Administrations, in so far as those stipulations are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by Article 21 preceding.

Ratification.

2.—La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

2.—The present Convention shall be ratified as soon as possible. The acts of ratification shall be exchanged at Vienna.

Signatures.

3.—En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Vienne, le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

3.—In faith of which, the plenipotentiaries of the above named countries have signed the present Convention at Vienna on the fourth of July, one thousand eight hundred and ninety-one.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands	{ Dr. V. STEPHAN. SACHSE. FRITSCH.
Pour les États-Unis d'Amérique	{ N. M. BROOKS. WILLIAM POTTER.
Pour la République Argentine	CÁRLOS CALVO.
Pour l'Autriche	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILIENAU. HABBERGER. P. HEIM. S. SCHRIMPF.
Pour la Hongrie	LICHTERVELDE.
Pour la Belgique	LUIZ BETIM PAES LEME.
Pour la Bolivie	P. M. MATTHEEF.
Pour le Brésil	G. MICHELSEN.
Pour la Bulgarie	{ STASSIN. LICHTERVELDE. GARANT. DE CRAENE.
Pour le Chili	LUND.
Pour la République de Colombie	Y. SABA.
Pour l'État Indépendant du Congo	FEDERICO BAS.
Pour la République de Costa Rica	{ MONTMARIN. I. DE SELVES. ANSAULT.
Pour le Danemark et les Colonies Danoises	G. GABRIÉ.
Pour la République Dominicaine	S. A. BLACKWOOD.
Pour l'Égypte	H. BUXTON FORMAN.
Pour l'Équateur	
Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles	
Pour la France	
Pour les Colonies Françaises	
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques	
Pour les Colonies Britanniques d'Australasie	
Pour le Canada	

Pour l'Inde Britannique.....	H. M. KISCH.
Pour la Grèce.....	I. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala.....	Dr. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti.....	
Pour le Royaume d'Hawaï.....	EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras.....	
Pour l'Italie.....	{ EMIDIO CHIARADIA. FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon.....	{ INDO. FUJITA.
Pour la République de Libéria.....	{ BR. DE STEIN. M. KOENTZER. C. GOEDEL.
Pour le Luxembourg.....	MONGENAST.
Pour le Mexique.....	L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro.....	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILLIENAU. HABBERGER.
Pour le Nicaragua.....	
Pour la Norvège.....	THL. HEYERDAHL.
Pour le Paraguay.....	
Pour les Pays-Bas.....	{ HOFSTEDE. BARON VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises.....	JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou.....	D. C. UBBEA.
Pour la Perse.....	Génl. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portu- gaises.....	{ GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS. Colonel A. GORJEAN. S. DIMITRESCU.
Pour la Roumanie.....	{ Général DE BESAK. A. SKALKOVSKY.
Pour la Russie.....	LOUIS KEHLMANN.
Pour le Salvador.....	{ SVETOZAR I. GVOZDITCH. ET. V. POPOVITCH.
Pour la Serbie.....	{ LUANG SURIYA NUVATR. H. KEUCHENIUS.
Pour le Royaume de Siam.....	
Pour la République Sud-Africaine.....	
Pour la Suède.....	E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse.....	{ ED. HÖHN. C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis.....	MONTMARTIN.
Pour la Turquie.....	{ E. PETACCI. A. FAHRI.
Pour l'Uruguay.....	{ FEDERICO SUSVIELA GU- ARCH. JOSÉ G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla.....	CÁRLOS MATZENAUER.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original déposé dans ses archives.

Vienne, le 7 juillet 1891.

Le Directeur de la chancellerie du Ministère I. et R. des Affaires étrangères.

(Signé:)

MITTAG.

The Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs certifies that the present copy is in conformity with the original deposited in its archives.

Vienna, July 7th 1891.

The Director of the Chancery's Office of the Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs.

(Signed)

MITTAG.

Approval.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention signed in Vienna on the 4th day of July, A. D. 1891, revising the Convention constituting the Universal Postal Union which was concluded in Paris on the 1st day of June, 1878, and also the "Additional Act" relative thereto concluded in Lisbon on the 21st day of March, 1885; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster-General, hereby ratified and approved by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 24th day of May, 1892.

[SEAL.]

JOHN WANAMAKER,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

BENJ. HARRISON.

By the President:

WILLIAM F. WHARTON,
Acting Secretary of State.

WASHINGTON, May 24th, 1892.

Final protocol.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

[Translation.]
UNIVERSAL POSTAL UNION.

PROTOCOLE FINAL.

FINAL PROTOCOL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Vienne, les plénipotentiaires sous-signés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Conventions concluded by the Universal Postal Congress of Vienna, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows:

I.

I.

Registration fee outside of Europe.

En dérogation à la disposition de l'article 6 de la Convention, qui fixe à 25 centimes au maximum le droit de recommandation, il est convenu que les États hors d'Europe sont autorisés à maintenir ce maximum à 50 centimes, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

In modification of the stipulation of Article 6 of the Convention, which fixes the maximum registration fee at 25 centimes, it is agreed that the States outside of Europe are authorized to maintain this maximum at 50 centimes, including a receipt given to the sender.

II.

II.

Payment registered postponed. for lost articles

En dérogation aux dispositions de l'article 8 de la Convention, il est convenu que, par mesure de transition, les Administrations des pays hors d'Europe dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, conservent la faculté d'ajourner l'application de ce principe jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation de l'introduire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs

In modification of the stipulations of Article 8 of the Convention, it is agreed that, as a temporary measure, the Administrations of the countries outside of Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, retain the option of postponing the application of that principle until they shall have been able to obtain from the legislative power the authority to introduce it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the

services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

III.

La Bolivie, le Chili, Costa-Rica, la République Dominicaine, l'Équateur, Haïti, Honduras et Nicaragua, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer aux Conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou à l'autre d'entre elles.

Le protocole reste également ouvert en faveur des Colonies britanniques de l'Australasie, dont les délégués au Congrès ont déclaré l'intention de ces pays d'entrer dans l'Union postale universelle à partir du 1^{er} octobre 1891.

Il demeure aussi ouvert à la République Sud-Africaine, dont le délégué au Congrès a manifesté l'intention de ce pays d'adhérer à l'Union postale universelle, en se réservant de fixer ultérieurement la date de son entrée dans cette Union.

Enfin, dans le but de faciliter aux autres pays qui sont encore en dehors de l'Union postale universelle leur entrée dans celle-ci, le protocole leur reste également ouvert.

IV.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

V.

Les adhésions prévues à l'article III ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement Impérial et Royal de l'Autriche-Hongrie, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} juin 1892.

III.

Bolivia, Chili, Costa Rica, the Dominican Republic, Ecuador, Haiti, Honduras and Nicaragua, which form part of the Postal Union, not having been represented at the Congress, the protocol remains open for their adherence to the Conventions which have been concluded at the Congress, or only to one or the other of these Conventions.

The protocol also remains open to the British Colonies of Australasia, whose delegates at the Congress have declared the intention of those countries to enter the Universal Postal Union on the 1st of October 1891.

It also remains open to the South African Republic, whose delegate to the Congress has declared the intention of that country to adhere to the Universal Postal Union, reserving the right to hereafter fix the date of its entry into the Union.

Finally, with the view of facilitating the entry into the Universal Postal Union of other countries which are still outside the Union, the protocol remains equally open for them.

Adhesion.
Union countries not represented.

Australasia.

South African Republic.

Non-Union countries.

IV.

The protocol remains open to those countries whose representatives have signed this day the principal Convention only or only a certain number of the Conventions concluded by the Congress, for the purpose of allowing them to adhere to the other Conventions signed this day, or to one or the other of them.

Protocol left open for certain countries.

V.

The adhesions contemplated by Article III preceding, must be notified to the Imperial and Royal Government of Austria-Hungary, by the respective Governments, in diplomatic form. The term accorded to them for that notification will expire on the 1st of June 1892.

Notification of adhesions.

VI.

VI.

Conventions binding on States ratifying.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Vienne, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les Etats qui l'auront ratifiée.

In case one or more of the contracting parties to the Postal Conventions signed this day at Vienna, shall not ratify one or the other of those Conventions, that Convention shall be none the less valid for the States which shall have ratified it.

Signatures.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement autrichien et dont une copie sera remise à chaque partie.

In faith of which, the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and value as if its provisions were inserted in the text itself of the Conventions to which it relates, and they have signed it on a single copy which shall remain in the Archives of the Austrian Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Fait à Vienne le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt-onze.

Done at Vienna the fourth of July one thousand eight hundred and ninety-one.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands.....	{ Dr. V. STEPHAN. SACHSE. FRITSCH.
Pour les États-Unis d'Amérique.....	{ N. M. BROOKS. WILLIAM POTTER.
Pour la République Argentine.....	CÁRLOS CALVO.
Pour l'Autriche.....	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILIENAU. HABBERGER.
Pour la Hongrie.....	{ P. HEIM. S. SCHRIMPF.
Pour la Belgique.....	LICHTERVELDE.
Pour la Bolivie.....	
Pour le Brésil.....	LUIZ BETIM PAES LEME.
Pour la Bulgarie.....	P. M. MATTHEEFF.
Pour le Chili.....	
Pour la République de Colombie.....	G. MICHELSEN.
Pour l'État indépendant du Congo.....	{ STASSIN. LICHTERVELDE. GARANT. DE CRAENE.
Pour la République de Costa Rica.....	
Pour le Danemark et les Colonies Danoises.....	LUND.
Pour la République Dominicaine.....	
Pour l'Égypte.....	Y. SABA.
Pour l'Équateur.....	
Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles.....	FEDERICO BAS.
Pour la France.....	{ MONTMARIN. I. DE SELVES. ANSAULT.
Pour les Colonies Françaises.....	G. GABRIÉ.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques.....	{ S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
Pour les Colonies Britanniques d'Australasie.....	
Pour le Canada.....	

Pour l'Inde Britannique.....	H. M. KISCH.
Pour la Grèce.....	I. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala.....	Dr. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti.....	
Pour le Royaume d'Hawai.....	EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras.....	
Pour l'Italie.....	{ EMIDIO CHIARADIA. FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon.....	{ INDO. FUJITA.
Pour la République de Libéria.....	{ Bn. DE STEIN. W. KOENTZER. C. GOEDEL.
Pour le Luxembourg.....	MONGENAST.
Pour le Mexique.....	L. BRETON Y VEDRA.
Pour le Monténégro.....	{ OBENTRAUT. Dr. HOFMANN. Dr. LILIENAU. HABBERGER.
Pour le Nicaragua.....	
Pour la Norvège.....	THL. HEYERDAHL.
Pour le Paraguay.....	
Pour les Pays-Bas.....	{ HOFSTEDE. Baron VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises.....	JOHS. J. PERK.
Pour le Pérou.....	D. C. URBEA.
Pour la Perse.....	Genl. N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portu- guaises.....	{ GUELHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie.....	{ Colonel A. GORJEAN. S. DIMITRESCU.
Pour la Russie.....	{ Général DE BESAK. A. SKALKOVSKY.
Pour le Salvador.....	LOUIS KEHLMANN.
Pour la Serbie.....	{ SVETOZAR I. GVOZDITCH. ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam.....	{ LUANG SURIJA NUVATR. H. KEUCHENIUS.
Pour la République Sud-Africaine.....	
Pour la Suède.....	E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse.....	{ ED. HÖHN. C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis.....	MONTMARIN.
Pour la Turquie.....	{ E. PETACCI. A. FAHRI.
Pour l'Uruguay.....	{ FEDERICO SUSVIELA GU- ARCH. JOSÉ G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla.....	CÁRLOS MATZENAUER.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original déposé dans ses archives.

Vienne, le 7 juillet 1891.

Le Directeur de la Chancellerie du Ministère I. et R. des Affaires étrangères.

(Signé:)

MITTAG.

The Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs certifies that the present copy is in conformity with the original deposited in its archives.

Vienna, July 7th, 1891.

The Director of the Chancellor's Office of the Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs.

(Signed:)

MITTAG.

Approval.

Having examined and considered the provisions of the foregoing final protocol signed in Vienna on the 4th of July A. D. 1891, relative to the Universal Postal Convention of Vienna, signed the same day; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster-General, hereby ratified and approved by and with the advice of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 24th day of May, A. D. 1892.

[SEAL.]

JOHN WANAMAKER,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned final protocol, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

BENJ. HARRISON.

By the President:

WILLIAM F. WHARTON,
Acting Secretary of State.

WASHINGTON, May 24th, 1892.

REGULATIONS OF DETAIL AND ORDER.

Parties contracting.	<p><i>Règlement de Détail et d'Ordre pour l'Exécution de la Convention conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Colombie, l'État Independent du Congo, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et Diverses Colonies Britanniques, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, l'Inde Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, le Royaume d'Haïti, la République du Honduras, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.</i></p>	<p><i>Regulations of Detail and Order for the Execution of the Convention concluded between Germany and the German Protectorates, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, the British Colonies of Australasia, Canada and British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxembourg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Norway, Paraguay, the Netherlands and the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Servia, the Kingdom of Siam, the South-African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.</i></p>
----------------------	---	---

[Translation.]

Regulations.

Les soussignés, vu l'article 20 de la Convention postale universelle

The undersigned, in view of Article 20 of the Universal Postal

conclue à Vienne le 4 juillet 1891, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

Convention concluded at Vienna on the 4th of July, 1891, have, in the name of their respective Administrations, established, by mutual agreement, the following measures to insure the execution of the said Convention.

I.

I.

Direction des Correspondances.

Direction of the Correspondence.

1.—Chaque Administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration.

1.—Each Administration is bound to forward, by the most rapid routes at its disposal for its own mails, the closed mails and the articles in open-mail which are delivered to it by another Administration.

Forwarding by most rapid route.

2.—Les Administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi desdites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs.

2.—The Administrations which avail themselves of the option to levy supplementary charges, as representing the extraordinary expenses pertaining to certain routes, are at liberty not to forward by those routes, when other means of communication exist, any insufficiently prepaid articles for which the employment of the said routes has not been expressly requested by the senders.

Supplementary charges.

II.

II.

Échange en Dépêches Closes.

Exchange in Closed Mails.

1.—L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les Administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les Administrations en cause.

1.—The exchange of articles in closed mails between the Administrations of the Union is regulated by mutual agreement and according to the needs of the service between the Administrations concerned.

Arrangement of exchanges in closed mails.

2.—S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les Administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

2.—If an exchange is to be made through the intermediary of one or more countries, the Administrations of those countries must be informed thereof in due time.

Through intermediary countries.

3.—Il est, d'ailleurs, obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une Administration intermédiaire, d'après la déclaration de cette Administration.

3.—It is, moreover, obligatory, in this latter case, to make up closed mails, whenever the number of articles is such as to impede the operations of an intermediary Administration, according to the statement of that Administration.

4.—En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes, établi entre deux Administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration qui a provoqué le changement

4.—In case of alteration in a service of exchange in closed mails established between two Administrations through the intermediary of one or more other countries, the Administration which has caused

Notice of changes in routes.

en donne connaissance aux Administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

the alteration gives notice thereof to the Administrations of the countries through whose intermediary the exchange is made.

III.

III.

Services extraordinaires.

Extraordinary Services.

Special charges for extraordinary services.

Les services extraordinaires de l'Union donnant lieu à des frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4 de la Convention, à des arrangements entre les Administrations intéressées, sont exclusivement:

The extraordinary services of the Union giving rise to special charges, the fixing of which is reserved, by Article 4 of the Convention, for arrangements between the Administrations interested, are exclusively:

Indian mail.

1° ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes;

1st. Those which are maintained for the accelerated territorial conveyance of the mail called Indian;

Atlantic and Pacific mail.

2° celui que l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique entretient sur son territoire pour le transport de dépêches closes entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique;

2nd. That which the Postal Administration of the United States of America maintains upon its territory for the conveyance of closed mails between the Atlantic Ocean and the Pacific Ocean;

Panama mail.

3° celui qui est établi pour le transport des dépêches par chemin de fer entre Colon et Panama.

3d. That which is established for the conveyance of mails by railroad between Colon and Panama.

IV.

IV.

Fixation des Taxes.

Fixing the Rates of Postage.

Rates of postage.

1.—En exécution de l'article 10 de la Convention, les Administrations des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessous:

1.—In execution of Article 10 of the Convention, the Administrations of the countries of the Union which have not the franc for their monetary unit, levy their rates of postage according to the following equivalents:

Table of currency equivalents.

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Allemagne.....	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
Protectorats allemands:			
Territoire de Cameroun,	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
Compagnie de la Nouvelle-Guinée,			
Territoire de Togo,			
Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest,			
Territoire de l'Afrique orientale,			
Territoires des Îles Marshall.			
Argentine (République).	8 centavos	4 centavos	2 centavos.
Autriche-Hongrie.	10 kreuzer	5 kreuzer.	3 kreuzer.
Bolivie.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Brazil.....	100 reis	50 reis	25 reis.
Canada.....	5 cents	2 cents	1 cent.
Chili.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Colombie.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Costa Rica.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Danemark.....	20 öre	10 öre	5 öre.

Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Germany.....	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
German protectorates:			
Territory of Cameroun,	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
New Guinea Company,			
Territory of Togo,			
Territory of South west Africa,			
Territory of East Africa,			
Territory of the Marshall Islands.			
Argentine Republic.	8 centavos	4 centavos	2 centavos.
Austria-Hungary.	10 kreuzer	5 kreuzer	3 kreuzer.
Bolivia.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Brazil.....	100 reis	50 reis	25 reis.
Canada.....	5 cents	2 cents	1 cent.
Chili.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Colombia.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Costa Rica.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Denmark.....	20 öre	10 öre	5 öre.

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.	Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.	Currency equivalents—Continued.
Colonies danoises:				Danish Colonies:				
Greenland	20 öre	10 öre	5 öre	Greenland	20 öre	10 öre	5 öre	
Antilles danoises.	5 cents	2 cents	1 cent.	Danish West Indies.	5 cents	2 cents	1 cent.	
 Dominicaine (République)	5 centavos.	2 centavos.	1 centavo.	 Dominican Republic.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Égypte	1 piastre.	5 millièmes de livre.	2 millièmes de livre.	Egypt	1 piastre.	5 millièmes de livre.	2 millièmes de livre.	
Équateur	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Ecuador	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Colonies espagnoles:				Spanish Colonies:				
Cuba, Porto Rico, Philippines et dépendances, et établissements du golfe de Guinée.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Cuba, Porto Rico, Philippine Islands and dependencies, and establishments on the Gulf of Guinea.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
États-Unis d'Amérique.	5 cents	2 cents	1 cent.	United States of America.	5 cents	2 cents	1 cent.	
Grande-Bretagne.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Great Britain.	2½ pence	1 penny	½ penny.	
Colonies Britanniques:				British Colonies:				
Antigua, Bahamas (îles), Barbade, Bermudes, Côte-d'Or, Dominique, Falkland (îles), Gambie, Grenade, Jamaïque, Lagos, Malte, Montserrat, Nevis, St. Christopher, Ste. Lucia, St. Vincent, Sierra-Léone, Tabago, Trinité, Turques (îles) et Vierges (îles).	2½ pence	1 penny	½ penny.	Antigua, Bahamas, Barbados, Bermudas, Gold Coast, Dominica, Falkland Islands, Gambia, Grenada, Jamaica, Lagos, Malta, Montserrat, Nevis, St. Christopher, St. Lucia, St. Vincent, Sierra Leone, Tobago, Trinidad, Turks Island, Virgin Islands.	2½ pence	1 penny	½ penny.	
Guyane anglaise, Hong-Kong, Labuan, Straits Settlements et Terre-Neuve.	5 cents	2 cents	1 cent.	British Guiana, Hong Kong, Labuan, Straits Settlements, Newfoundland.	5 cents	2 cents	1 cent.	
Bornéo du Nord britannique.	6 cents de dollar.	3 cents de dollar.	1 cent de dollar.	British North Borneo.	6 cents of a dollar.	3 cents of a dollar.	1 cent of a dollar.	
Honduras	6 cents	3 cents	1 cent.	British Honduras.	6 cents	3 cents	1 cent.	
Maurice (île) et dépendances.	10 cent. de roupie.	4 cent. de roupie.	2 cent. de roupie.	Mauritius and dependencies.	10 cents of a rupee.	4 cents of a rupee.	2 cents of a rupee.	
Chypre	2 piastres ou 80 paras.	1 piastre ou 40 paras.	½ piastre ou 20 paras.	Cyprus	2 piastres or 80 paras.	1 piastre or 40 paras.	½ piastre or 20 paras.	
Ceylan	14 cent. de roupie.	5 cent. de roupie.	2½ cent. de roupie.	Ceylon	14 cents of a rupee.	5 cents of a rupee.	2½ cents of a rupee.	
Australasie.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Australasia.	2½ pence	1 penny	½ penny.	
Guatemala	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Guatemala	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Haiti	5 centavos de piastre.	2 centavos de piastre.	1 centavo de piastre.	Haiti	5 centavos of a piastre.	2 centavos of a piastre.	1 centavo of a piastre.	
Hawaï	5 cents	2 cents	1 cent.	Hawaii	5 cents	2 cents	1 cent.	
Honduras (République du).	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Honduras (Republic of).	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Inde Britannique.	2 annas	½ anna	¼ anna.	British India.	2 annas	½ anna	¼ anna.	
Japon	5 sen	2 sen	1 sen.	Japan	5 sen	2 sen	1 sen.	
Liberia	5 cents	2 cents	1 cent.	Liberia	5 cents	2 cents	1 cent.	
Mexique	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Mexico	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Montenegro	10 soldi	5 soldi	3 soldi.	Montenegro	10 soldi	5 soldi	3 soldi.	
Nicaragua	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Nicaragua	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	
Norvège	20 öre	10 öre	5 öre.	Norway	20 öre	10 öre	5 öre.	
Paraguay	5 centavos de peso.	2 centavos de peso.	1 centavo de peso.	Paraguay	5 centavos of a peso.	2 centavos of a peso.	1 centavo of a peso.	
Pays-Bas et colonies néerlandaises.	12½ cents	5 cents	2½ cents.	Netherlands and Netherlands colonies.	12½ cents (Dutch).	5 cents (Dutch).	2½ cents (Dutch).	

Currency equivalents—Continued.

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Pérou	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Persé	7 shahis	3 shahis	1 shahi.
Portugal et colonies portugaises, sauf l'Inde portugaise.	50 reis	20 reis	10 reis.
Inde portugaise	2 tangas	10 reis	5 reis.
Russie	10 kopeks	4 kopeks	2 kopeks.
Salvador	5 centavos de peso.	2 centavos de peso	1 centavo de peso.
Siam	7½ atts	3 atts	1½ atts.
Suède	20 öre	10 öre	5 öre.
Turquie	40 paras	20 paras	10 paras.
Uruguay	5 centavos de piastre.	2 centavos de piastre	1 centavo de piastre.

Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Peru	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Persia	7 shahis	3 shahis	1 shahi.
Portugal and Portuguese Colonies, except Portuguese India.	50 reis	20 reis	10 reis.
Portuguese India.	2 tangas	10 reis	5 reis.
Russia	10 kopeks	4 kopeks	2 kopeks.
Salvador	5 centavos of a peso.	2 centavos of a peso.	1 centavo of a peso.
Siam	7½ atts	3 atts	1½ atts.
Sweden	20 öre	10 öre	5 öre.
Turkey	40 paras	20 paras	10 paras.
Uruguay	5 centavos of a piastre.	2 centavos of a piastre.	1 centavo of a piastre.

Notice of monetary changes.

2.—En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'Administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses pour modifier les équivalents ci-dessus; il appartient à cette dernière Administration de faire notifier la modification à tous les autres Offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

Important modifications.

3.—Toute Administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

Adjustment of fractions.

4.—Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la fixation des taxes des correspondances échangées avec les pays étrangers à l'Union, ou de la combinaison des taxes de l'Union avec les surtaxes prévues par l'article 5 de la Convention, peuvent être arrondies par les Administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

2.—In case of change in the monetary system of any one of the above-mentioned countries, the Administration of that country must come to an understanding with the Swiss Postal Administration in order to modify the above equivalents; it devolves upon the latter Administration to give notice of this modification to all the other offices of the Union through the intermediary of the International Bureau.

3.—Any Administration has the right to have recourse, if it deems it necessary, to the understanding provided for in the preceding paragraph, in case of an important modification in the value of its money.

4.—The monetary fractions resulting either from the complement of the charge applicable to insufficiently prepaid articles, or from the fixing of the rates on articles exchanged with countries foreign to the Union, or from the combination of the Union rates with the surtaxes contemplated by Article 5 of the Convention, may be rounded off by the Administrations which levy the rates. But the sum to be added on this account must, in no case, exceed the value of one-twentieth of a franc (five centimes).

V.

Correspondance avec les Pays Étrangers à l'Union.

Correspondence to non-Union countries.

Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres Offices de l'Union la liste de ces

V.

Correspondence with Countries Foreign to the Union.

The Offices of the Union which have relations with countries foreign to the Union, furnish to the other Offices of the Union a list of

pays, avec l'indication des conditions d'envoi auxquelles les correspondances sont soumises dans les relations dont il s'agit.

those countries, indicating the conditions of transmission to which the articles are subject in the relations in question.

VI.

Application des Timbres.

1.—Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

2.—A l'arrivée, le bureau de destination applique son timbre à date au verso des lettres et au recto des cartes postales.

3.—L'application des timbres sur les correspondances déposées sur les paquebots dans les boîtes mobiles ou entre les mains des commandants, incombe, dans les cas prévus par le paragraphe 3 de l'article 11 de la Convention, à l'agent des postes embarqué ou, s'il n'y en a pas, au bureau de poste auquel ces correspondances sont livrées.

4.—Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, par l'Office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet Office.

5.—Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du timbre T (taxe à payer), dont l'application incombe à l'Office du pays d'origine s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'Office du pays d'entrée s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

6.—Les envois à remettre par exprès sont frappés d'un timbre portant en gros caractères le mot „Expres“. Les Administrations sont toutefois autorisées à remplacer ce timbre par une étiquette imprimée ou par une inscription manuscrite et soulignée en crayon de couleur.

7.—Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

VI.

Application of Stamps.

1.—Articles originating in countries of the Union are impressed with a stamp indicating the place of origin and the date of posting.

2.—On arrival, the office of destination impresses its date stamp on the back of letters and on the front of post-cards.

3.—The impression of the stamps on articles deposited on board vessels in the movable boxes, or in the hands of the commanders, devolves, in the cases contemplated by paragraph 3 of Article 11 of the Convention, on the postal agent on board, or if there be none, on the post-office to which the articles are delivered.

4.—Articles originating in countries foreign to the Union are impressed by the Office of the Union which first receives them, with a stamp indicating the place and date of entry into the service of that Office.

5.—Unpaid or insufficiently prepaid articles are, in addition, impressed with the stamp T (tax to be paid), the application of which devolves upon the office of the country of origin in the case of articles originating in the Union, and upon the Office of the country of entry in the case of articles originating in countries foreign to the Union.

6.—Articles to be delivered by special carrier are impressed with a stamp showing in large letters the word “Expres“. The Administrations are, however, authorized to substitute for this stamp a printed label or a written inscription underscored with a colored pencil.

7.—Every article of correspondence which does not bear the stamp T is considered as prepaid and treated accordingly, unless there be an obvious error.

Application of post marks.

At place of origin.

At destination.

On ships.

From non-Union countries.

Lacking payment.

Special delivery.

Failure to mark non-payment.

VII.

Indication du Nombre de Ports.

Rates levied to be marked.

1.—Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'Office d'origine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique, à l'angle gauche supérieur de la suscription, en chiffres ordinaires, le nombre des ports perçus ou à percevoir.

Not on fully paid matter.

2.—Cette mesure n'est pas de rigueur pour les correspondances dûment affranchies.

VII.

Indication of the Number of Rates.

1.—When a letter or other article of correspondence is liable, by reason of its weight, to more than a single rate of postage, the Office of origin or of entry into the Union, as the case may be, indicates in the upper left-hand corner of the address, in ordinary figures, the number of rates levied or to be levied.

2.—This treatment is not required for fully prepaid articles.

VIII.

Affranchissement Insuffisant.

Marking insufficient payment.

1.—Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'Office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, le montant de l'insuffisance en l'exprimant en francs et centimes.

Double rate charged.

2.—D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

Invalid stamps.

3.—Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (0) placé à côté des timbres-poste.

VIII.

Insufficient Prepayment.

1.—When an article is insufficiently prepaid by means of postage-stamps, the dispatching Office indicates, in black figures placed at the side of the postage-stamps, the amount of the deficiency, expressing it in francs and centimes.

2.—According to this indication, the exchange office of the country of destination charges the article with double the deficiency as indicated.

3.—In case use has been made of postage-stamps not valid for prepayment, no account is taken of them. This circumstance is indicated by a cipher (0) placed at the side of the postage-stamps.

IX.

Avis de Réception.

Return receipts.

1.—Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente: „Avis de réception“ ou l'empreinte d'un timbre portant: A. R.

Form. Post, p. 1148.

2.—Les avis de réception doivent être établis par les bureaux de destination sur une formule conforme ou analogue au modèle A ci-annexé, et transmis par ces bureaux aux bureaux d'origine, chargés de les faire parvenir aux expéditeurs des envois auxquels ils se rapportent. Les avis de réception doivent être formulés en français ou porter une traduction sublinéaire en cette langue.

IX.

Return-Receipts.

1.—Articles for which the sender requests a return receipt must be marked very clearly: „Avis de réception“ (Return-Receipt) or be stamped with the letters: A. R.

2.—The Return-Receipts must be prepared by the offices of destination on a form conforming or analogous to the Form A appended hereto, and transmitted by those offices to the offices of origin, whose duty it is to deliver the receipts to the senders of the articles to which they relate. Return-Receipts must be formulated in French or bear an interlinear translation in that language.

X.

Feuilles d'Avis.

1.—Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux Administrations de l'Union sont conformes au modèle B joint au présent Règlement. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur portant distinctement l'indication „Feuille d'avis“.

Dans les relations par mer qui, bien que périodiques et régulières, ne comportent pas d'échange quotidien ou à jour fixe, les bureaux expéditeurs doivent numéroter leurs feuilles d'avis d'après une série annuelle par chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible, sur la feuille d'avis, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche.

2.—Les objets recommandés sont inscrits au tableau n° 1 de la feuille d'avis avec les détails suivants: le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau, ou: le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination.

Dans la colonne „Observations“, la mention „Remb.“ est ajoutée en regard de l'inscription des envois recommandés grevés de remboursement.

Les envois à faire remettre par exprès sont inscrits en nombre au tableau I de la feuille d'avis.

Les avis de réception sont inscrits au tableau précité, soit individuellement, soit en bloc, suivant que ces avis sont plus ou moins nombreux.

La partie de la feuille d'avis intitulée „Recommandations d'office“ est destinée à recevoir l'inscription des bulletins de vérification, des lettres de service ouvertes adressées par le bureau d'échange à son correspondant ainsi que des communications du bureau expéditeur.

3.—Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le tableau n° I de la feuille d'avis.

X.

Letter Bills.

1.—The Letter bills accompanying the mails exchanged between two Administrations of the Union are in conformity with the Form B appended to the present Regulations. They are placed in colored envelopes bearing distinctly the indication „Feuille d'avis“ (Letter Bill).

In the intercourse by sea which, although periodical and regular, does not allow a daily exchange or an exchange on a fixed day, the dispatching offices must number their Letter Bills in an annual series for each office of origin and for each office of destination, stating as far as possible, on the Letter Bill, the name of the steamer or vessel which carries the mail.

2.—The registered articles are entered in Table No. I of the Letter Bill, with the following details: The name of the office of origin, and the number given to the article at that office; or, the name of the office of origin, the name of the addressee and the place of destination.

In the column „Observations,“ the indication „Remb.“ is added opposite the entry of each registered article marked with trade charges.

Articles to be delivered by special carrier are entered by number in table No. I of the Letter Bill.

Return receipts are entered in said Table, either individually or collectively, according as they are more or less numerous.

The part of the Letter Bill headed „Recommandations d'office“ (Official registrations) is intended for the entry of the Bulletins of verification, open letters relating to the service addressed by the office of exchange to its corresponding office, as well as communications from the dispatching office.

3.—When the number of registered articles usually dispatched from one office of exchange to the other requires it, a special and separate list may be used to take the place of Table No. I of the Letter Bill.

Letter bills.
Post, p. 1150.

Sea mails.

Registered articles

Separate registered lists.

Le nombre des envois recommandés inscrits sur cette liste et le nombre de paquets ou de sacs qui renferment ces envois doivent être portés sur la feuille d'avis.

Closed mails.

4.—Au tableau n° II on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.

Number of packages, etc.

5.—On indique, à l'angle droit supérieur de la feuille d'avis, le nombre de paquets ou de sacs détachés dont se compose chaque expédition pour une même destination.

Other details.

6.—Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

Bill with no articles.

7.—Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

Closed mails on merchant ships.

8.—Quand des dépêches closes sont confiées par une Administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre de lettres ou autres objets est indiqué à la feuille d'avis ou sur l'adresse de ces dépêches.

The number of registered articles entered on that list and the number of packages or sacks containing those articles must be entered on the Letter Bill.

4.—In Table No. II are entered, with the details which this Table requires, the closed mails contained in the direct mail to which the Letter Bill relates.

5.—The number of separate packages or sacks composing each mail for one and the same destination is indicated in the upper right-hand corner of the Letter Bill.

6.—When it is deemed necessary, for certain relations, to make other Tables or headings in the Letter Bill, the measure may be accomplished by mutual agreement between the Administrations interested.

7.—When an office of exchange has no article to forward to a corresponding office, it must nevertheless dispatch a mail in the usual form composed solely of the Letter Bill.

8.—When closed mails are entrusted by one Administration to another, to be conveyed by means of merchant vessels, the number of letters or other articles is indicated in the Letter Bill or on the address of the mails.

XI.

Transmission des Objets Recommandés.

Registered articles.
Special packages.

1.—Les objets recommandés, les avis de réception, les envois exprès et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au paragraphe 3 de l'article X, sont réunis en un paquet distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté de manière à en préserver le contenu.

Position of packages.

2.—A ce paquet est attaché extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis. Le paquet est ensuite placé au centre de la dépêche.

Entry on letter bill.

3.—La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au para-

XI.

Transmission of Registered Articles.

1.—Registered articles, Return-Receipts, express articles, and, if there be one, the special list mentioned in paragraph 3 of Article X, are placed together in a separate package, which must be suitably enclosed and sealed so as to preserve its contents.

2.—To the outside of this package is attached, by a string tied crosswise, the special envelope containing the Letter Bill. The package is then placed in the center of the mail.

3.—The presence in the mail of a package of registered articles, the description of which is given on the special list mentioned in

graphe 1^{er} ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

4.—Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux Administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

Toutefois, les bureaux d'échange expéditeurs indiquent en tête de la feuille d'avis, le cas échéant, le nombre des objets recommandés qui se trouvent dans la dépêche en dehors du paquet ou sac spécial, parmi les correspondances ordinaires, et font figurer sur les listes, dans la colonne „Observations“, la mention „en dehors“ en regard de l'inscription de chacun de ces objets.

Ceux-ci sont autant que possible réunis en paquets ficelés munis d'une étiquette portant, en caractères apparents, les mots „Recommandés en dehors“ précédés d'un chiffre indiquant le nombre d'objets que contient chaque paquet.

5.—Les avis de réception sont placés dans une enveloppe par l'office distributeur des objets recommandés auxquels ces avis se rapportent. Ces enveloppes revêtues de la mention: „Avis de réception; Bureau de poste de . . . (Pays) . . .“ sont soumises aux formalités de la recommandation et acheminées sur leur destination comme des objets recommandés ordinaires.

paragraph 1 above, must be announced by placing at the head of the Letter Bill, either a special entry or the registration label or stamp in use in the country of origin.

4.—It is understood that the mode of wrapping up and forwarding registered articles prescribed by paragraphs 1 and 2 above, applies only to ordinary relations. For important relations it appertains to the Administrations interested to prescribe, by mutual agreement, special arrangements, subject, in the one case as in the other, to exceptional measures to be taken by the chiefs of the exchange offices, when they have to ensure the transmission of registered articles which, from their nature, form, or bulk, could not be inserted in the mail.

In such case, however, the dispatching exchange offices indicate at the head of the Letter Bill the number of registered articles contained in the mail outside the special package or sack, among the ordinary correspondence, and enter on the lists, in the column “Observation”, the words “*en dehors*” (“outside”) opposite the entry of each of those articles.

These articles are placed together, as far as possible, in packages tied with a string, having labels attached bearing, in plain characters, the words “*Recommandés en dehors*” (registered outside) preceded by figures indicating the number of articles contained in each package.

5.—The Return-Receipts are placed in an envelope by the office delivering the registered articles to which the receipts relate. These envelopes bearing the inscription: “*Avis de réception; Bureau de poste de . . . (Pays) . . .*” (Return-receipt; Post office of . . . (country) . . .) are subjected to the formalities of registration, and dispatched to their destination as other registered articles.

Wrappings.

Return receipts.

XII.

Indemnité pour la Perte d'un Envoi Recommandé.

Reimbursement of losses.

Lorsque l'indemnité due pour la perte d'un envoi recommandé a été payée par une Administration pour le compte d'une autre Administration, rendue responsable, celle-ci est tenue d'en rembourser le montant dans le délai de trois mois après avis du paiement. Ce remboursement s'effectue, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créditeur. Lorsque le remboursement de l'indemnité comporte des frais, ils sont toujours à la charge de l'Office débiteur.

XIII.

Confection des Dépêches.

Making up mails. Separation.

1.—En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondances, en séparant les objets affranchis des objets non ou insuffisamment affranchis.

Packages.

2.—Toute dépêche, après avoir été ficelée, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'empreinte du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: „ de . . . pour . . . “

Sealed sacks.

3.—Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté ou plombé et étiqueté.

Notice of special delivery articles.

4.—Les paquets ou sacs renfermant des envois à remettre par exprès doivent porter extérieurement une désignation signalant ces objets à l'attention des agents postaux.

Labels.

5.—Lorsqu'il est fait usage d'étiquettes en papier, elles doivent être collées sur des planchettes.

XII.

Indemnity for the loss of a Registered Article.

When the indemnity due for the loss of a registered article has been paid by one Administration, on behalf of another Administration which is responsible, the latter Administration is obliged to reimburse the amount within a period of three months after having been advised of the payment. This reimbursement is made either by means of a money-order, or a draft, or in specie current in the creditor country. When the reimbursement of the indemnity involves expenses, they are invariably borne by the debtor Office.

XIII.

Making up the Mails.

1.—As a general rule, the articles of which the mails consist must be classified and put up in bundles according to the nature of correspondence, separating the prepaid articles from those unpaid or insufficiently prepaid.

2.—Every mail, after having been tied with a string, is enclosed in strong paper of sufficient quantity to prevent any injury to the contents, then tied again with a string on the outside and sealed with wax or by means of a gummed paper label bearing an impression of the seal of the office. The mail is furnished with a printed address bearing, in small characters, the name of the dispatching office, and, in larger characters, the name of the office of destination: “From . . . for”

3.—If the size of the mail requires it, it is placed in a sack properly closed, sealed with wax or with lead, and labeled.

4.—The packages or sacks containing express articles sent must bear on the outside an indication directing the attention of the postal employés to these articles.

5.—If paper labels are used they must be pasted on blocks.

6.—Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 40 kilogrammes.

7.—Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les Offices correspondants.

6.—No sack may exceed 40 kilograms in weight.

7.—The sacks must be returned empty to the dispatching office by the next mail, unless there be another arrangement between the corresponding offices.

Weight.

Return of sacks.

XIV.

Vérification des Dépêches.

1.—Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate si les inscriptions sur la feuille d'avis et, s'il y a lieu, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, la réception d'une dépêche ne peut pas être refusée à cause de son mauvais état. S'il s'agit d'une dépêche pour un autre bureau que celui qui en a pris livraison, elle doit être emballée de nouveau, tout en conservant, autant que possible, l'emballage original. Le remballage est précédé de la vérification du contenu, s'il est à présumer que celui-ci n'est pas resté intact.

2.—Lorsque le bureau d'échange reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer, d'un trait de plume, les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3.—Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4.—Un bulletin de vérification, conforme au modèle C annexé au présent Règlement, est dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur. En même temps, un duplicata du bulletin de vérification est envoyé par le bureau destinataire à l'Administration dont relève le bureau expéditeur.

Dans le cas prévu au paragraphe 1 du présent article, une copie du bulletin de vérification est insérée dans la dépêche remballée.

XIV.

Verification of the Mails.

1.—The office of exchange which receives a mail ascertains whether the entries on the Letter Bill and on the list of registered articles, if there be one, are correct.

The mails must be delivered in good condition. Nevertheless the receipt of a mail can not be refused on account of its bad condition. If it is a mail for another office than that which has received it, it must be packed anew, preserving however, as far as possible, the original packing. The repacking is preceded by a verification of the contents, if there is reason to presume that they have not remained intact.

2.—When the office of exchange detects errors or omissions, it immediately makes the necessary corrections on the Letter Bills or lists, taking care to strike out the erroneous entries by the stroke of a pen, in such a manner as to leave the original entries legible.

3.—These corrections are made with the concurrence of two officers. Except in the case of an obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

4.—A Bulletin of verification, in conformity with the Form C annexed to the present Regulations, is prepared by the receiving office and sent without delay, under official registration, to the dispatching office. At the same time a duplicate of the Bulletin of verification is sent by the receiving office to the Administration to which the dispatching office belongs.

In the case contemplated in paragraph 1 of the present Article, a copy of the Bulletin of verification is inserted in the repacked mail.

Verification of mails.

Corrections of errors.

Acceptance.

Bulletin of verification.

Post, p. 1154.

Supra.

Return of Bulletin.

5.—Le bureau expéditeur, après examen, renvoie le bulletin avec ses observations, s'il y a lieu.

5.—The dispatching office, after examination, returns the Bulletin with any observations to which it may give rise.

Report of errors and irregularities.

6.—En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue par deux agents du bureau d'échange destinataire, et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme aux frais de l'office expéditeur du télégramme.

6.—In case of the failure of a mail, of a registered article, of the Letter Bill, or of the special list, the fact is immediately authenticated, in the manner prescribed, by two officers of the receiving exchange office, and reported to the dispatching exchange office by means of a Bulletin of verification. If the case requires it, the latter office may also be advised thereof by telegram at the expense of the office which sends the telegram.

Responsibility for losses.

7.—En cas de perte d'une dépêche close, les offices intermédiaires sont rendus responsables des objets recommandés que renfermait la dépêche, dans les limites de l'article 8 de la Convention, à condition que la non-réception de cette dépêche leur ait été signalée aussitôt que possible.

7.—In case of the loss of a closed mail, the intermediary offices become responsible for the registered articles contained in the mail, within the limits of Article 8 of the Convention, provided the non-receipt of that mail has been reported to them as soon as possible.

Failure to send bulletin evidence of receipt of mail.

8.—Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir par le premier courrier au bureau expéditeur un bulletin de vérification, constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

8. In case the receiving office has not forwarded, by the first mail, to the dispatching office a Bulletin of verification reporting errors or irregularities of any kind, the absence of that document is to be regarded as evidence of the receipt of the mail and of its contents, until the contrary is proved.

XV.

XV.

Registered articles.

*Conditionnement des Objets Recommandés.**Conditions applicable to Registered Articles.*

Addresses forbidden.

1.—Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon ne sont pas admis à la recommandation.

1.—Articles of correspondence addressed under initials and those which bear an address written in pencil are not admitted to registration.

Form, etc.

2.—Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque Office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

2.—No special condition of form or fastening is prescribed for registered articles. Each Office has the right to apply to such articles the regulations established in its domestic service.

Label.

Post, p. 1156.

3.—Les objets recommandés doivent porter une étiquette conforme ou analogue au modèle D annexé au présent Règlement, avec l'indication du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre sous lequel l'envoi est inscrit dans le registre de ce bureau.

3.—Registered articles should bear a label in conformity with or analogous to Form D annexed to the present Regulations, indicating the name of the office of origin and the number of order under which the article is entered on the records of that office.

Toutefois, il est permis aux Administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes, d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et de continuer à employer des timbres pour la désignation des objets recommandés.

4.—Les envois recommandés grevés de remboursement doivent être revêtus d'une annotation manuscrite, d'une empreinte de timbre ou d'une étiquette portant le mot: „Remboursement”.

5.—Les envois recommandés non affranchis ou insuffisamment affranchis sont transmis aux destinataires sans taxe, mais le bureau qui reçoit un envoi dans ces conditions est tenu de signaler le cas à son Administration, afin qu'elle en informe l'Administration dont relève le bureau d'origine. Cette Administration procède d'après les règles suivies dans son service intérieur.

Nevertheless, Administrations whose domestic regulations do not at present authorize the use of labels, are permitted to defer the execution of this measure and to continue the use of stamps for designating registered articles.

4.—Registered articles marked with trade charges must bear a manuscript inscription, the impression of a stamp, or a label bearing the word: “*Remboursement*” (C. O. D.).

5.—Unpaid or insufficiently prepaid registered articles are forwarded to the addresses without charge, but the office which receives an article under these conditions, must report the case to its Administration, in order that that Administration may advise the Administration to which the office of origin belongs. That Administration proceeds according to the Regulations in force in its domestic service.

Trade charges to collect.

Unpaid and short paid articles.

XVI.

Cartes Postales.

1.—Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. Le recto est réservé aux timbres d'affranchissement, aux indications relatives au service postal (recommandé, avis de réception, etc.) et à l'adresse du destinataire, laquelle peut être écrite à la main ou figurer sur une étiquette collée n'excédant pas deux centimètres sur cinq.

En outre, l'expéditeur a la faculté d'indiquer au recto ou au verso son nom et son adresse, soit par écrit, soit au moyen d'un timbre, d'une griffe ou de tout autre procédé typographique.

Des vignettes ou réclames peuvent être imprimées sur le verso.

A l'exception des timbres d'affranchissement et des étiquettes mentionnées au 1^r alinéa et au paragraphe 6 du présent article, il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

2.—Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes: longueur, 14 centimètres; largeur, 9 centimètres.

3.—Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en

XVI.

Post-cards.

1.—Post-cards must be forwarded without cover. The front is reserved for the stamps for prepayment, for indications relating to the postal service (registered, Return-receipt, etc.) and for the address of the addressee, which may be in manuscript or be given on a label pasted on the card, not exceeding two centimeters by five.

Moreover, the sender has the option of indicating his name and address on the front or on the back either in writing, or by means of a stamp, autograph stamp, or by any other typographical process.

Engravings or advertisements may be printed on the back.

Except stamps for prepayment and the labels mentioned in paragraph 1 and paragraph 6 of the present Article, it is forbidden to join or attach to post-cards any articles whatsoever.

2.—Post-cards may not exceed the following dimensions: length, 14 centimeters; breadth, 9 centimeters.

3.—As far as possible, post-cards issued specially for circulation

Postal cards.
General provisions.

Dimensions.

Inscription.

vue de la circulation dans l'Union postale doivent porter, au recto, en langue française ou avec traduction sublinéaire en cette langue, le titre suivant :

CARTE POSTALE.

Union Postale Universelle.

(Côté réservé à l'adresse.)

Stamp.

4.—Le timbre-poste représentant l'affranchissement figure à l'un des angles supérieurs du recto; il en est de même du timbre supplémentaire qui pourrait être ajouté.

Return cards.

5.—En règle générale, les cartes postales avec réponse payée doivent présenter, au recto, comme titre imprimé, sur la première partie: „ Carte postale avec réponse payée“; sur la seconde partie: „ Carte postale-réponse“. Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

Address on reply.

6.—Il est loisible à l'expéditeur d'une carte postale avec réponse payée d'indiquer son nom et son adresse au recto de la partie „ Réponse“, soit par écrit, soit en y collant une étiquette.

Prepayment limited to country of origin.

7.—L'affranchissement de la partie „ Réponse“ au moyen du timbre-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si elle est expédiée à destination de ce pays. Dans le cas contraire, elle est soumise à la taxe des lettres non affranchies.

Private cards.

8.—Les cartes postales simples et celles avec réponse payée, émanant de l'industrie privée, sont admises à la circulation internationale pourvu que la législation du pays d'origine le permette et qu'elles soient conformes, au moins en ce qui concerne le format et la consistance du papier, aux cartes postales émises par l'Office des postes d'origine.

Cards treated as letters.

9.—Les cartes postales ne remplissant pas, quant aux dimensions, à la forme extérieure, etc., les conditions imposées par le présent article à cette catégorie d'envois, sont traitées comme lettres.

within the Postal Union must bear on the front, in the French language or with an interlinear translation in that language, the following title:

POST-CARD.

Universal Postal Union.

(Side reserved for the address.)

4.—The postage-stamp representing prepayment is placed in one of the upper corners of the front; the same applies to any additional stamp which may be attached.

5.—As a general rule, post-cards with paid reply must bear on the front, as printed title, on the first half: "Post-card with paid reply"; on the second half: "Reply Post-Card." Each of the two halves must also comply with the other conditions prescribed for the single post-card; they are folded one over the other and must not be closed in any manner whatsoever.

6.—The sender of a post-card with paid reply may indicate his name and address on the front of the "reply half", either in writing or by pasting a label on it.

7.—The prepayment of the "reply half" by means of the postage-stamp of the country which issued the card is valid only when forwarded to a destination in that country. In the contrary case, it is subject to the rate applicable to unpaid letters.

8.—Single post-cards and post-cards with paid reply, issued by private establishments, are admitted to international circulation, provided the legislation of the country of origin allows it, and if they be in conformity with the post-cards issued by the Post-Office of that country, at least as regards their size and the consistency of the paper.

9.—Post-cards not fulfilling, as regards dimensions, external form, &c., the conditions prescribed by the present Article for articles of this category, are treated, as letters.

XVII.

Papiers d'Affaires.

1.—Sont considérés comme papiers d'affaires, et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents, écrits ou dessinés en tout ou partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, etc.

2.—Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites pour les imprimés (article XVIII ci-après).

XVIII.

Imprimés de toute Nature.

1.—Sont considérés comme imprimés, et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les papiers revêtus de points en relief à l'usage des aveugles, les gravures, les photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque et la machine à écrire.

XVII.

Commercial Papers.

1.—The following are considered as commercial papers and admitted as such at the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention; all instruments or documents, written or drawn wholly or partly by hand which have not the character of an actual and personal correspondence, such as papers of legal procedure, deeds of all kinds drawn up by public functionaries, way-bills or bills of lading, invoices, the various documents of insurance companies, copies of or extracts from acts under private signature written on stamped or unstamped paper, scores or sheets of manuscript music, manuscripts of works or of newspapers forwarded separately, etc.

2.—Commercial papers are subject, as regards form and conditions, to the stipulations prescribed for printed matter (Article XVIII).

XVIII.

Printed Matter of every Kind.

1.—The following are considered as printed matter, and admitted as such at the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention, viz: newspapers and periodical works, books stitched or bound, pamphlets, sheets of music, visiting cards, address cards, proofs of printing with or without the manuscripts relating thereto, papers with raised points for the use of the blind, engravings, photographs, pictures, drawings, plans, maps, catalogues, prospectuses, announcements and notices of various kinds, whether printed, engraved, lithographed, or autographed, and in general, all impressions or reproductions obtained upon paper, parchment or cardboard, by means of printing, engraving, lithographing and autographing, or any other mechanical process easy to recognize, except the copying-press and the type-writer.

Commercial papers.

Definition.

Ante, p. 1082.

Conditions.

Printed matter.
Definition.

Sont considérés comme faciles à reconnaître les procédés mécaniques désignés par les noms de chromographie, polygraphie, hectographie, papyrographie, vélocigraphie, etc.; mais pour jouir de la modération de port, les reproductions obtenues au moyen de ces procédés doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt exemplaires parfaitement identiques.

Articles excluded.

2.—Sont exclus de la modération de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur.

Modified printed articles.

3.—Ne peuvent être expédiés à la taxe réduite les imprimés dont le texte a été modifié, après tirage, soit à la main, soit à l'aide d'un procédé mécanique, ou a été revêtu de signes quelconques de manière à constituer un langage conventionnel.

Modifications permitted.

4.—Comme exception à la règle déterminée par le paragraphe 3 précédent, il est permis:

a) d'indiquer à l'extérieur de l'envoi le nom, la raison de commerce et le domicile de l'expéditeur;

b) d'ajouter à la main, sur les cartes de visite imprimées, l'adresse de l'expéditeur, son titre, ainsi que des initiales conventionnelles (p. f., etc.);

c) d'indiquer ou de modifier sur l'imprimé même, à la main ou par un procédé mécanique, la date de l'expédition, la signature ou la raison de commerce et la profession, ainsi que le domicile de l'expéditeur;

d) d'ajouter aux épreuves corrigées le manuscrit et de faire à ces épreuves les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression. En cas de manque de place, ces additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;

e) de corriger les fautes d'impression aussi sur les imprimés autres que les épreuves;

f) de biffer certaines parties d'un texte imprimé pour les rendre illisibles;

g) de faire ressortir au moyen de traits les passages du texte sur lesquels on désire attirer l'attention;

The mechanical processes designated by the names of chromography, polygraphy, hectography, papyrography, velocigraphy, etc., are considered as "easy to recognize"; but in order to pass at the reduced postage, reproductions obtained by means of these processes, must be mailed at the post office windows, and in the minimum number of twenty perfectly identical copies.

2.—The following are excluded from transmission at the reduced postage, viz: stamps or forms of prepayment, whether canceled or not, as well as all printed articles constituting the representative sign of a monetary value.

3.—Printed articles the text of which has been modified, after printing, either by hand or by means of a mechanical process, or which bear any marks whatever of a kind constituting a conventional language, cannot be forwarded at the reduced rate.

4.—As exceptions to the rule laid down by paragraph 3 preceding, it is permitted:

a) to indicate on the outside of the article the name, business and residence of the sender;

b) to add, by hand, on printed visiting cards, the address of the sender, his title, as well as conventional initials (p. f., etc.);

c) to indicate or to change on the print itself, by hand or by a mechanical process, the date of dispatch, the signature or business and profession, as well as the residence of the sender;

d) to add to the corrected proof the manuscript and to make in the proof the changes and additions relating to the correction, the form and the printing. In case of want of space, these additions may be made on separate sheets;

e) to correct also errors in printing on articles of printed matter other than proof;

f) to cross out certain parts of printed text, in order to make them illegible;

g) to make prominent by means of marks passages of the text to which it is desired to draw attention;

h) de porter ou de corriger à la plume ou par un procédé mécanique les chiffres, de même que le nom du voyageur et la date de son passage, sur les listes de prix-courants, les offres d'annonces, les cotes de bourse et circulaires de commerce;

i) d'indiquer à la main, sur les avis concernant les départs de navires, la date de ces départs;

k) d'indiquer sur les cartes d'invitation et de convocation le nom de l'invité, la date, le but et le lieu de la réunion;

l) d'ajouter une dédicace sur les livres, papiers de musique, journaux, photographies et gravures, ainsi que d'y joindre la facture se rapportant à l'ouvrage lui-même;

m) dans les bulletins de commande de librairie (imprimés et ouverts, ayant pour objet la commande de livres, journaux, gravures, pièces de musique), d'indiquer au verso, à la main, les ouvrages demandés ou offerts, et de biffer ou de souligner au recto tout ou partie des communications imprimées;

n) de peindre les images de mode, les cartes géographiques, etc.

5.—Sont interdites les additions faites à la plume ou au moyen d'un procédé mécanique qui enlèveraient à l'imprimé son caractère de généralité et lui donneraient celui d'une correspondance individuelle.

6.—Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert des deux côtés ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

7.—Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

8.—Les cartes portant le titre „carte postale“ ne sont pas admises au tarif des imprimés.

h) to insert or correct in manuscript or by a mechanical process, figures, as well as the name of the traveler and the date of his visit, in price lists, offers for advertisements, stock quotations, and trade circulars;

i) to indicate by hand, on notices relating to the sailings of vessels, the dates of these sailings;

k) to indicate on cards of invitation and notices of meetings the name of the invited person, the date, the object and the place of meeting;

l) to add a dedication on books, sheet-music, newspapers, photographs and engravings, as well as to attach thereto the invoice relating to the work itself;

m) to indicate in manuscript on the back of booksellers' order-bulletins (printed and open, intended for orders for books, newspapers, engravings, pieces of music) the works desired or offered, and to cross out or underscore on the front the whole or part of the printed communications;

n) to paint fashion-plates, maps, etc.

5.—It is forbidden to make additions in manuscript or by means of a mechanical process which would deprive the printed paper of its general character, and give to it the character of individual correspondence.

6.—Articles of printed matter must be either placed under band, upon rollers, between boards, in covers open at both sides or at both ends, or in unclosed envelopes, or simply folded in such a manner as not to conceal the nature of the article, or lastly, tied with a string easy to unfasten.

7.—Address-cards and all printed matter presenting the form or consistency of an unfolded card, may be forwarded without band, envelope, fastening, or fold.

8.—Cards bearing the title “post-card” are not admitted at the rate for printed matter.

Forbidden additions.

Mode of sending.

Cards.

Postal cards not included.

XIX.

Échantillons.

1.—Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est

XIX.

Samples.

1.—Samples of merchandise are admitted to the advantage of the reduction of postage which is

Samples.

attribuée par l'article 5 de la Convention que sous les conditions suivantes:

Wrapping.

2.—Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles de manière à permettre une facile vérification.

Writing permitted.

3.—Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'envoyeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible, ou celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

Package of liquids,
etc.

4.—D'un commun accord entre les Administrations intéressées, c'est-à-dire entre les Administrations du pays d'origine et du pays de destination et, s'il y a lieu, du ou des pays effectuant le transit à découvert ou en dépêches closes, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes, peuvent être admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnée de la manière suivante:

Packing required.
Liquids, etc.

1° Les liquides, huiles et corps gras facilement liquéfiables doivent être insérés dans des flacons en verre hermétiquement bouchés. Chaque flacon doit être placé dans une boîte en bois suffisamment garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du flacon. Enfin, la boîte elle-même doit être enfermée dans un étui en métal, en bois avec couvercle vissé ou en cuir fort et épais.

Fatty substances,
etc.

2° Les corps gras difficilement, liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.), placée elle-même dans une seconde boîte en bois, en métal ou en cuir fort et épais;

Powders.

3° Les poudres sèches, colorantes ou non, doivent être placée dans des boîtes en carton, lesquelles

granted to them by Article 5 of the Convention only under the following conditions:

2.—They must be placed in bags, boxes, or removable envelopes, in such a manner as to admit of easy inspection.

3.—They must not have any salable value, nor bear any manuscript other than the name or the social position of the sender, the address of the addressee, a manufacturer's or a trade mark, numbers of order, prices, and indications relating to weight and size, as well as to the quantity to be disposed of, or those which are necessary to precisely indicate the origin and nature of the merchandise.

4.—By mutual agreement between the Administrations interested, that is to say between the Administrations of the country of origin and the country of destination, and of the country or countries, if any, performing the transit in open-mail or in closed mails, packages of liquids, oils, fatty substances, dry powders coloring or not, as well as packages of live bees, may be admitted to transmission as samples of merchandise, provided they are put up in the following manner:

1st. Liquids, oils and fatty substances easily liquefiable must be enclosed in glass bottles hermetically closed. Each bottle must be placed in a wooden box sufficiently filled with sawdust, cotton, or spongy matter in sufficient quantity to absorb the liquid in case the bottle should break. Finally, the box itself must be enclosed in a case of metal, of wood with a screw-top, or of strong and thick leather.

2nd. Fatty substances which are not easily liquefiable, such as ointments, soft soap, resins, etc., the conveyance of which causes less inconvenience, must be enclosed in an inner cover (box, linen bag, parchment, etc.), which is placed in a second box of wood, metal or strong and thick leather.

3d. Dry powders, whether coloring or not, must be placed in pasteboard boxes, which are in-

elles-mêmes sont enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

4° Les abeilles vivantes doivent être renfermées dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger et à permettre la vérification du contenu.

closed in a linen bag, or parchment.

4th. Live bees must be placed in boxes so constructed as to avoid all danger and to permit the contents to be ascertained.

Live bees.

XX.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve:

1° que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension;

2° que le poids total ne dépasse pas 2 kilogrammes par envoi;

3° que la taxe soit au minimum de 25 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 10 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

XXI.

Correspondances réexpédiées.

1.—En exécution de l'article 14 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 suivant, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence, sont traitées par l'Office distributeur comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2.—A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes:

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont traités comme correspondances internationales et frappés, par l'Office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du pays d'origine dans le pays où se trouve le destinataire;

XX.

Articles grouped together.

It is permitted to inclose in the same package samples of merchandise, printed matter and commercial papers, but subject to the following conditions:

1st, that each article taken singly does not exceed the limits which are applicable to it as regards weight and size;

2nd, that the total weight does not exceed 2 kilograms per package;

3d, that the minimum charge is 25 centimes if the package contains commercial papers, and 10 centimes if it consists of printed matter and samples.

Grouping articles.

XXI.

Reforwarded Articles.

1.—In execution of Article 14 of the Convention, and subject to the exceptions specified in paragraph 2 following, articles of every kind addressed, within the Union, to persons who have changed their residence, are treated by the delivering office as if they had been addressed directly from the place of origin to the place of the new destination.

2.—With regard to articles of the domestic service of one country of the Union, which enter, in consequence of reforwarding, into the service of another country of the Union, the following rules are observed:

1st. Articles unpaid or insufficiently prepaid for their first transmission are treated as international correspondence, and subjected by the delivering office to the charge applicable to articles of the same nature addressed directly from the country of origin to the country in which the addressee may be;

Reforwarding articles.

Art. p. 1087.

Domestic service.

Insufficiently prepaid articles.

Paid for first transmission.

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'Office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination. Le montant de cette différence doit être exprimé en francs et centimes, à côté des timbres-poste, par l'Office réexpéditeur. Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

2nd. Articles duly prepaid for their first transmission, and upon which the remainder of the postage relating to the further transmission has not been paid previous to reforwarding, are subjected, according to their nature, by the delivering office, to a charge equal to the difference between the amount of postage already paid and that which would have been levied if the articles had been originally dispatched to their new destination. The amount of this difference must be expressed in francs and centimes at the side of the postage-stamps, by the reforwarding office. In both cases, the charges contemplated above remain to be collected from the addressees, even if, owing to successive reforwardings, the articles should return to the country of origin.

Cash prepayments.

3.—Lorsque des objets primitivement adressés à l'intérieur d'un pays de l'Union et affranchis en numéraire sont réexpédiés à un autre pays, l'Office réexpéditeur doit indiquer, sur l'objet, le montant de la taxe perçue en numéraire.

3.—When articles originally addressed from one part to another of a country of the Union, and prepaid in cash, are reforwarded to another country, the reforwarding office must indicate, on the article, the amount of postage so prepaid in cash.

Missent articles.

4.—Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

4.—Missent articles of every kind are reforwarded without delay by the quickest route to their destination.

Returned for correct address.

5.—Les correspondances de toute nature, ordinaires ou recommandées qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois, et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

5.—Articles of every kind, ordinary or registered, which, bearing an incomplete or erroneous address, are returned to the senders in order that they may complete or correct the address, are not considered, when remailed with a completed or corrected address, as reforwarded correspondence, but as newly mailed articles, and become, in consequence, subject to a new charge.

Postage.

XXII.

Rebuts.

Undelivered articles.

Return.

1.—Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, et au plus tard dans

XXII.

Undelivered Articles.

1.—Articles of every kind which have become undeliverable, from whatever cause, must be returned as soon as possible after the expiration of the period for keeping them required by the Regulations of the country of destination, and

un délai de six mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et de deux mois pour les autres relations, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée : „Rebuts“ et portant l'indication du pays d'origine des correspondances. Les termes de deux mois et de six mois comptent à partir de la fin du mois dans lequel les correspondances sont parvenues au bureau de destination.

2.—Toutefois, les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° I de la feuille d'avis ou sur la liste détachée, la mention „Rebuts“ est consignée dans la colonne „Observations“ par le bureau réexpéditeur.

3.—Par exception, deux Offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi de rebuts, ainsi que se dispenser de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

4.—Avant de renvoyer à l'Office d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, l'Office destinataire doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, au verso de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, parti, non réclamé, décédé, etc. Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Office a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent.

XXIII.

Statistique des Frais de Transit.

1.—Les statistiques à effectuer une fois tous les trois ans, en exécution des articles 4 et 17 de la Convention, pour le décompte des frais de transit dans l'Union et en dehors des limites de l'Union, sont

at latest at the expiration of six months in relations with countries beyond the sea, and of two months in other relations, through the intermediary of the respective offices of exchange, and in a special bundle labeled „Rebuts“, and bearing an indication of the country of origin of the articles. The periods of two months and six months are counted from the end of the month in which the articles reached the office of destination.

2.—Nevertheless, registered articles which become undeliverable are returned to the exchange office of the country of origin as if they were registered articles addressed to that country, except that opposite the descriptive entry in Table No. I of the Letter Bill, or in the separate list, the word „Rebuts“ is entered in the column „Observations“ by the returning office.

3.—As an exception, two corresponding Offices may, by mutual agreement, adopt a different mode of returning undeliverable articles, and may also dispense with the reciprocal return of certain printed matter considered to be without value.

4.—Before returning to the office of origin the articles which from any reason or any cause have not been delivered, the Office of destination must indicate in a clear and concise manner, in the French language, on the back of the articles, the cause of non-delivery, in the following form: not known, refused, left, not claimed, deceased, etc. This indication is furnished by the impression of a stamp or by attaching a label. Each Office has the option of adding a translation, in its own language, of the cause of non-delivery, and other indications which it may deem necessary.

XXIII.

Statistics of Transit Expenses.

1.—The statistics to be taken once every three years, in execution of Articles 4 and 17 of the Convention, for the settlement of the expenses of transit within the Union and beyond the limits of the

Registered articles.

Special agreements.

Cause of nondelivery to be indicated.

Statistics.

Triennial preparation.

établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant les vingt-huit premiers jours du mois de mai ou de novembre (alternativement) de la deuxième année de chaque période triennale, pour sortir leurs effets rétroactivement à partir de la première année.

Periods.

2.—La statistique de novembre 1893 s'appliquera aux années 1892, 1893 et 1894 ; la statistique de mai 1896 s'appliquera aux années 1895, 1896 et 1897, et ainsi de suite.

Special statistics.

3.—Si, pendant la période d'application de la statistique, il vient à entrer dans l'Union un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport de paiement des droits de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

Fixing charges.

4.—Les frais incombant à l'Office expéditeur du chef du transit territorial et du transport maritime sont fixés invariablement d'après la statistique pour toute la période qu'elle embrasse, sauf le cas prévu à l'alinéa précédent.

Mais lorsqu'il se produit une modification importante dans le cours des correspondances, et pour autant que cette modification affecte une période de six mois au moins, les Offices intermédiaires s'entendent pour régler entre eux le partage de ces frais, proportionnellement à la part d'intervention desdits Offices dans le transport des correspondances auxquelles ces frais se rapportent.

Union, are prepared according to the provisions of the following Articles, during the first twenty-eight days of the month of May or November (alternately) of the second year of each triennial period, and have a retroactive force dating from the first year.

2.—The statistics of November, 1893, will apply to the years 1892, 1893 and 1894; the statistics of May, 1896, will apply to the years 1895, 1896 and 1897, and so on.

3.—If during the period to which the statistics apply, a country having important relations should enter the Union, the countries of the Union whose situation with regard to the payment of transit expenses might be modified in consequence of this circumstance, have the option of demanding special statistics relating exclusively to the country recently admitted.

4.—The charges to be paid by the dispatching Office for territorial transit and maritime conveyance are fixed invariably, on the basis of the statistics, for the entire period which said statistics embrace, except in the case provided for in the preceding paragraph.

But whenever an important change takes place in the current of the correspondence, and provided that the change affects a period of six months, at least, the intermediary Offices come to an agreement to regulate between themselves the division of the charges, in proportion to the part taken by said Offices in the conveyance of the correspondence to which the charges relate.

XXIV.

Correspondances à Découvert.

Articles in open mail.

Table from intermediary office.

1.—L'Office servant d'intermédiaire pour la transmission des correspondances échangées à découvert, soit entre deux pays de l'Union, soit entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, dresse d'avance, pour chacun de ses correspondants de l'Union, un tableau conforme au modèle E annexé au présent Règlement et dans lequel il indique, en distinguant, s'il y a lieu, les diverses voies d'acheminement, les prix de

Post, p. 1156.

XXIV.

Articles in Open-Mail.

1.—The Office serving as the intermediary for the transmission of articles exchanged in open-mail, either between two countries of the Union, or between a country of the Union and a country foreign to it, prepares beforehand, for each of its correspondents of the Union, a Table in conformity with Form E annexed to the present Regulations, in which it indicates, distinguishing if needful the different routes of transmission, the rates of

port au poids lui revenant pour le transport dans l'Union de Pune et de l'autre catégorie de ces correspondances au moyen des services dont il dispose, ainsi que les prix de port au poids à bonifier, le cas échéant, par lui-même, à d'autres Offices de l'Union, pour le transport ultérieur desdites correspondances dans l'Union. Au besoin, il se renseigne en temps utile, auprès des Offices des pays à traverser, sur les voies que devront suivre les correspondances et sur les prix à leur appliquer.

2.—Lorsque plusieurs voies comportant chacune des frais de transit différents applicables aux voies que l'Office intermédiaire utilise, sont ouvertes à la transmission des correspondances pour un même pays, l'Office expéditeur rétribue l'Office intermédiaire d'après un tarif unique basé sur la moyenne des différents prix de transit.

3.—Un exemplaire du tableau E est remis par ledit Office à l'Office correspondant intéressé et sert de base à un décompte spécial à établir entre eux, du chef du port intermédiaire dans l'Union des correspondances dont il s'agit. Ce décompte est dressé par l'Office qui reçoit les correspondances et soumis à la vérification de l'Office expéditeur.

4.—L'Office expéditeur établit, d'après les données de la formule E fournie par son correspondant, des tableaux conformes au modèle F ciannexé et destinés à relater, pour chaque dépêche, les frais de port intermédiaire des correspondances sans distinction d'origine, comprises dans la dépêche pour être acheminées par l'intermédiaire dudit correspondant. A cet effet, le bureau d'échange expéditeur inscrit dans un tableau F, qu'il joint à son envoi, le poids total, selon leur nature, des correspondances de l'espèce qu'il livre à découvert au bureau d'échange correspondant, et celui-ci, après vérification, prend livraison de ces correspondances, pour les acheminer vers leurs destinations, en les confondant avec les siennes propres pour le paiement, s'il y a lieu, des prix de port ultérieurs.

payment by weight due to it for the conveyance within the Union of both categories of articles by means of the services at its disposal, as well as the rates of payment by weight to be paid, if the case demands it, by the Office itself to other Offices of the Union for the further conveyance of the said articles within the Union. If needful, it communicates in due time with the Offices of the countries to be traversed, as to the routes the articles are to take and the rates to be applied thereto.

2.—When several routes, each involving different transit charges applicable to the routes which the intermediary Office uses, are open for the transmission of articles for one and the same country, the dispatching Office pays the intermediary Office according to a single rate based upon the average of the different transit rates.

3.—A copy of Table E is forwarded by the said Office to the corresponding Office interested, and serves as the basis of a special account to be established between them, with reference to the intermediary conveyance within the Union of the articles in question. This account is prepared by the Office which receives the articles and is submitted to the dispatching Office for verification.

4.—The dispatching Office prepares, according to the particulars given in the Form E furnished by its correspondent, Tables in conformity with the Form F hereto annexed, intended to show, for each mail, the charges for intermediary conveyance of the articles, without distinction of origin, contained in the mail to be forwarded through the intermediary of the said corresponding Office. For this purpose, the dispatching exchange office enters in a Table F, which it joins to its dispatch, the total weight, according to their nature, of the articles of this class which it delivers in open-mail to the corresponding exchange office, and that office, after verification, takes charge of the articles and forwards them to their destinations, mixed with its own in respect to the payment, if required, of charges for further conveyance.

Payment by dispatching office in case of several routes.

Post, p. 1156.

Table for dispatching office.

Post, p. 1158.

Sur la demande des Offices intéressés, il y a lieu de distinguer sur le tableau F l'origine des correspondances soumises à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets à répartir entre plusieurs Administrations.

Errors.

5.—Toute erreur dans la déclaration du bureau d'échange expéditeur du tableau F est signalée immédiatement à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification, nonobstant la rectification opérée sur le tableau lui-même.

In case of no charges.

6.—A défaut de correspondances passibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau F et le bureau expéditeur inscrit en tête de la feuille d'avis la mention: „Pas de tableau F.“ Dans le cas de l'omission non justifiée de ce tableau, l'irrégularité est également signalée, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau en faute, et doit être réparée immédiatement par ce dernier.

At the request of the Offices interested, it is necessary to distinguish in the Table F the origin of the articles subject to the maritime transit rates of 15 francs per kilogram of letters and post-cards and 1 franc per kilogram of other articles, to be divided between several Administrations.

5.—Any error in the statement of the exchange office which has dispatched the Table F is immediately notified to that office by means of a Bulletin of verification, notwithstanding the correction made in the Table itself.

6.—If there be no articles liable to a charge for intermediary or foreign conveyance, the Table F is not prepared, and the dispatching office enters at the head of the Letter Bill the words: “No Table F.” In case of the unexplained omission of this Table, the irregularity is likewise reported, by means of a Bulletin of verification, to the office at fault, and must be immediately corrected by the latter.

XXV.

XXV.

*Dépêches Closes.**Closed Mails.*

Closed mails.

Form required.

1.—Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux Offices de l'Union ou entre un Office de l'Union et un Office étranger à l'Union, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres Offices, font l'objet d'un relevé conforme au modèle G annexé au présent Règlement, et qui est établi d'après les dispositions suivantes.

Post, p. 1100.

Entry of weight.

2.—En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids net des lettres et des cartes postales et celui des autres objets sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. Ces indications sont vérifiées par le bureau destinataire, lequel dresse, à la fin de la période de statistique, le relevé mentionné ci-dessus, en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices intéressés, y compris celui du lieu de départ.

1.—The articles exchanged in closed mails, between two Offices of the Union or between an Office of the Union and an Office foreign to the Union, across the territory or by means of the services of one or more Offices, forms the subject of a statement in conformity with Form G annexed to the present Regulations, which is prepared according to the following stipulations.

2.—As regards the mails from one country of the Union for another country of the Union, the dispatching exchange office enters in the Letter Bill for the receiving exchange office, the net weight of the letters and post cards and that of the other articles, without distinction of the origin or destination of the articles. These entries are verified by the receiving office, which prepares, at the end of the statistical period, the statement above mentioned, in as many copies as there are Offices interested, including the Office of the place of dispatch.

3.—Dans les quatre jours qui suivent la clôture des opérations de statistique, les relevés G sont transmis, par les bureaux d'échange qui les ont établis, aux bureaux d'échange de l'Office débiteur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, les transmettent à l'Administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les Offices intéressés.

4.—En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs Offices de l'Union, les bureaux d'échange du pays de l'Union dressent, pour les dépêches expédiées ou reçues, un relevé G qu'ils transmettent à l'Office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'Offices intéressés, y compris lui-même et l'Office de l'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à l'Office débiteur, ainsi qu'à chacun des Offices qui ont pris part au transport des dépêches.

Sur la demande des Offices intéressés, les bureaux d'échange doivent distinguer sur la feuille d'avis l'origine et la destination des correspondances soumises à des frais de transit maritime de 15 francs et de 1 franc, à répartir entre plusieurs Administrations.

5.—Après chaque période de statistique, les Administrations qui ont expédié des dépêches en transit envoient la liste de ces dépêches aux différentes Administrations dont elles ont emprunté l'intermédiaire.

6.—Le simple entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot, ne donne pas lieu au paiement de frais de transit territorial au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt.

3.—In the four days which follow the close of the statistical operations, the statements G are transmitted by the exchange offices which prepared them to the exchange offices of the debtor Administration for acceptance by them. The latter, after having accepted the statements, transmit them to the central Administration to which they are subordinate, which is charged with the duty of distributing them among the Offices interested.

4.—As regards the closed mails exchanged between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of one or more Offices of the Union, the exchange offices of the Union country prepare, for each mail dispatched or received, a statement G which they transmit to the Office of departure or entry; this latter prepares, at the end of the statistical period, a general statement in as many copies as there are Offices interested, including itself and the debtor Office of the Union. One copy of this statement is transmitted to the debtor Office, and one to each of the Offices which have participated in the conveyance of the mails.

At the request of the Offices interested, the exchange offices must distinguish on the Letter Bill the origin and destination of the articles subject to maritime transit charges of 15 francs and 1 franc, to be divided among several Administrations.

5.—After each statistical period, the Administrations which have dispatched mails in transit send a list of such mails to the different Administrations which they have used as intermediaries.

6.—The mere storing, at a port, of closed mails brought by one vessel, and intended for dispatch by another, does not give rise to the payment of territorial transit charges to the Post-Office of the place where these mails are stored.

Forwarding statement.

Mail for non-Union countries.

List to intermediaries.

Mails not included.

XXVI.

XXVI.

*Dépêches échangées avec des Bâti-
ments de Guerre.*

Mails exchanged with Naval Vessels.

Mails exchanged with naval vessels.

1.—L'établissement d'un échange, en dépêches closes, entre un Office postal de l'Union et des divisions navales ou bâtiments de guerre de même nationalité, doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux Offices intermédiaires.

1.—The establishment of an exchange, of closed mails, between a Post Office of the Union and naval squadrons or ships of war of the same nationality, must be notified, as far as possible in advance, to the intermediary Offices.

Address.

2.—La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit:

2.—The address of such mails should be as follows:

Du bureau de
 Pour { la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à . .
 le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à
 ou
 De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à
 Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à
 Pour le bureau de (Pays)

From the post-office of
 For { the (nationality) naval squadron of (designation of the squadron) at
 the (nationality) vessel, (name of vessel) at
 or
 From the (nationality) naval squadron of (designation of the squadron) at
 From the (nationality) vessel (name of vessel) at
 For the post-office of (country)

Forwarding.

3.—Les dépêches à destination ou provenant de divisions navales ou de bâtiments de guerre sont acheminées, sauf indication d'une voie spéciale sur l'adresse, par les voies les plus rapides et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de poste.

3.—Mails destined for or sent from naval squadrons or ships of war are forwarded, unless a special route be indicated in the address, by the most rapid routes and under the same conditions as mails exchanged between post-offices.

Reforwarding.

4.—Si les bâtiments ne se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y arrivent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste, en attendant leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée, soit par l'Office postal d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du bâtiment destinataire, soit enfin par un Consul de même nationalité.

4.—If the vessels are not at the place of destination when the mails addressed to them arrive there, the mails are held at the post office, until claimed by the addressee or reforwarded to another place. Thereforwarding may be requested, either by the office of origin, or by the commander of the naval squadron or ship addressed, or finally by a Consul of the same nationality.

In care of consul.

5.—Celles des dépêches dont il s'agit qui portent la mention „Aux soins du Consul de” sont consignées au Consulat du pays d'origine. Elles peuvent être ultérieurement, à la demande du Consul, réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

5.—Such of the mails in question as bear the endorsement “In care of the Consul of” are delivered to the Consulate of the country of origin. At the request of the Consul, they may be received back into the postal service and be reforwarded to the place of origin or to some other destination.

Delivery.

6.—Les dépêches à destination d'un bâtiment de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant

6.—Mails addressed to a ship of war are considered as being in transit until delivered to the commander of that ship, even when

de ce bâtiment de guerre, alors même qu'elles auraient été primitivement adressées aux soins d'un bureau de poste ou à un Consul chargé de servir d'agent de transport intermédiaire; elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse, tant qu'elles n'auront pas été délivrées au bâtiment de guerre respectif.

they were originally addressed in care of a post office or a Consul charged to serve as agent for intermediary conveyance; they are not therefore considered as having reached their address, until they have been delivered to that ship.

7.—Il incombe à l'Administration du pays dont les bâtiments de guerre relèvent de dresser les tableaux G pour les dépêches échangées. Ces dépêches doivent, pendant la période de statistique, porter sur des étiquettes les indications suivantes:

7.—It is incumbent on the Administration of the country to which the ships of war belong to prepare Tables G for the mails exchanged. During the statistical period these mails must bear on the labels the following indications:

Statement of mails exchanged.

Post, p. 1160.

a) le poids net des lettres et cartes postales;

a) the net weight of the letters and post cards;

b) le poids net des autres objets, et

b) the net weight of other articles, and

c) la route suivie ou à suivre.

c) the route followed or to be followed.

Dans le cas où une dépêche à l'adresse d'un bâtiment de guerre est réexpédiée pendant la période de statistique, l'Office réexpéditeur en informe l'Office du pays dont le bâtiment relève.

In case a mail addressed to a ship of war is reforwarded during a statistical period, the reforwarding office informs the office of the country to which the ship belongs.

XXVII.

XXVII.

Compte des Frais de Transit.

Account of Transit Expenses.

Transit expenses.

1.—Les tableaux F et G sont résumés dans un compte particulier par lequel on établit, en francs et centimes, le prix annuel de transit revenant à chaque Office, en multipliant les totaux par 13. Dans le cas où le multiplicateur ne se rapporte pas à la périodicité du service, ou lorsqu'il s'agit d'expéditions extraordinaires faites pendant la période statistique, les Administrations intéressées s'entendent pour l'adoption d'un autre multiplicateur. Le soin d'établir ce compte incombe à l'Office créateur, qui le transmet à l'Office débiteur. Le multiplicateur admis fait chaque fois règle pour les 3 années d'une même période de statistique.

1.—The Tables F and G are incorporated in a special account, in which is shown, in francs and centimes, the annual amount of transit payment accruing to each Office, by multiplying the totals by 13. In case the multiplier does not correspond with the periodicity of the service, or when a question arises as to exceptional dispatches made during the statistical period, the Administrations interested arrange for the adoption of another multiplier. The duty of preparing this account devolves on the creditor Office which transmits it to the debtor Office. The multiplier agreed upon is used every time during the 3 years of one and the same statistical period.

Special account.

2.—Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux Offices est payé par l'Office débiteur à l'Office créateur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur une place du pays créateur au gré de l'Office débiteur. Les frais du paiement,

2.—The balance resulting from the reciprocal accounts between two Offices is paid by the debtor Office to the creditor Office, in effective francs, and by means of bills of exchange drawn on a place in the creditor country at the option of the debtor Office. The costs

Payment of balance.

y compris les frais d'escompte, restent, le cas échéant, à la charge de l'Office débiteur.

Accounts to be promptly made.

3.—L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes des frais de transit afférents à un exercice doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. En tout cas, si l'Office qui a envoyé le compte n'a reçu dans cet intervalle aucune observation rectificative, ce compte est considéré comme admis de plein droit. Cette disposition s'applique également aux observations non contestées faites par un office sur les comptes présentés par un autre Office. Passé ce délai de six mois, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts, à raison de 5 pour cent l'an et à dater du jour d'expiration dudit délai.

Les paiements des frais de transit pour la première et au besoin pour la seconde année de chaque période triennale s'effectuent provisoirement, à la fin de l'année, sur les bases de la statistique précédente, sauf règlement ultérieur des comptes d'après les résultats de la statistique nouvelle.

4.—Est réservée, toutefois, aux Offices intéressés la faculté de prendre d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

Special arrangements.

of payment, including the discount charges, if any, are borne by the debtor Office.

3.—The preparation, transmission, and payment of the accounts of transit expenses relating to a period of service must be effected with the least possible delay, and, at the latest, before the expiration of the first six months of the following period of service. In all cases, if the Office which has transmitted the account has not received during that period a correcting observation, the account is considered as duly accepted. This provision likewise applies to uncontested observations made by one Office relative to the accounts presented by another. When this term of six months has passed, the amounts due by one Office to another Office are subject to interest at the rate of 5 per cent. per annum, dating from the day of expiration of said term.

The payments of transit expenses for the first and, if necessary, for the second year of each triennial period are made provisionally, at the end of the year, on the basis of the previous statistics, subject to a subsequent adjustment of the accounts according to the results of the new statistics.

4.—The Offices interested are, however, at liberty to make, by mutual agreement, other arrangements than those formulated in the present Article.

XXVIII.

Exceptions en Matière de Poids.

Weight equivalents.

Il est admis, par mesure d'exception, que les États qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once *avoirdupois* (28 gr. 3465), en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que, dans ce dernier cas, le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plu-

XXVIII.

Exceptions in Matters of Weight.

As an exceptional measure, it is agreed that the States which, in consequence of their domestic regulations are unable to adopt the decimal metrical system of weight, have the right to substitute for it the ounce *avoirdupois* (28.3465 grams), by assimilating a half-ounce to 15 grams, and two ounces to 50 grams, and to raise, if needful, the limit of the single rate of postage on newspapers to four ounces, but under the express condition that, in the latter case, the postage on newspapers be not less than 10 centimes, and that an

sieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

entire rate of postage be charged for each copy of the newspaper, even though several newspapers be included in the same package.

XXIX.

Réclamation d'Objets ordinaires non parvenus.

XXIX.

Applications for Ordinary Articles which have failed to reach their Destination.

1.—Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant:

1.—Every application respecting an article of ordinary correspondence which has failed to reach its destination gives rise to the following procedure:

Missing ordinary articles. Applications.

1° Il est remis au réclamant une formule conforme au modèle H ci-annexé, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne.

1st. A form similar to the Form H hereto annexed is handed to applicant with the request to fill up, as exactly as possible, the portion which concerns him.

Post, p. 1162.

2° Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit.

2nd. The office at which the application originates transmits the Form direct to the corresponding office. It is transmitted officially and without any written communication.

3° Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet.

3d. The corresponding office causes the Form to be handed to the addressee or to the sender, as the case may be, with the request that particulars on the subject be furnished.

4° Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée.

4th. With these particulars added the Form is sent back officially to the office which prepared it.

5° Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'Administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

5th. In case the application proves to be well founded, it is transmitted to the Central Administration, to serve as a basis for further investigations.

6° A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française.

6th. Unless there be an agreement to the contrary, the Form is drawn up in French or bears a French translation.

2.—Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des Administrations centrales, ou par l'intermédiaire d'un bureau spécialement désigné.

2.—Any Administration may require, by notification addressed to the International Bureau, that the exchange of applications, so far as that Administration is concerned, shall be effected through the intervention of the Central Administrations, or the intermediary of an office specially designated.

Special offices.

XXX.

Retrait de Correspondances et Rectifications d'Adresses.

XXX.

Withdrawal of Articles and Correction of Addresses.

1.—Pour les demandes de renvoi ou de réexpédition de correspon-

1.—For requests to have articles returned or reforwarded, as well

Withdrawing articles or correcting addresses.

dances, ainsi que pour les demandes de rectification d'adresses, l'expéditeur doit faire usage d'une formule conforme au modèle I annexé au présent Règlement. En remettant cette réclamation au bureau de poste, l'expéditeur doit y justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin du dépôt. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante :

Post, p. 1166.

Request by mail.

1° Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau de poste destinataire ;

Request by telegraph.

2° Si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire.

Compliance.

2.—A la réception de la formule I ou du télégramme en tenant lieu, le bureau de poste destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

Toutefois, s'il s'agit d'un changement d'adresse demandé par voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir la lettre et attend, pour faire droit à la demande, l'arrivée du fac-similé nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'objet a déjà été remis au destinataire ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'objet de correspondance indiqué le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

Language.

3.—A moins d'entente contraire, la formule I est rédigée en français ou porte une traduction sublinéaire en cette langue, et, dans le cas d'emploi de la voie télégraphique, le télégramme est formulé en langue française.

Simple corrections.

4.—Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut aussi être demandée directement au bureau destinataire, c'est-à-dire sans l'accomplissement des forma-

as for requests to have addresses corrected, the sender must use a form similar to Form J annexed to the present Regulations. In transmitting this request to the post office, the sender must establish his identity and produce, if necessary, the certificate of mailing. After identification, the responsibility for which is assumed by the country of origin, the following course is pursued :

1st. If the request is to be transmitted by mail, the Form, accompanied by a perfect facsimile of the envelope or address of the article, is forwarded direct, under registration, to the post office of destination ;

2nd. If the request is to be made by telegraph, the Form is handed to the telegraph service which is charged to transmit its contents to the post office of destination ;

2.—Upon receipt of Form J, or of the telegram taking its place, the office of destination institutes an inquiry for the articles indicated and takes such steps as may be necessary ;

If, however, the request for change of address has been made by telegraph, the office of destination simply retains the letter, and defers compliance with the request until the necessary facsimile arrives.

If the inquiry is without result, if the article has already been delivered to the addressee, or if the request by telegraph is not explicit enough to allow the article indicated to be recognized with absolute certainty, the fact is immediately made known to the office of origin, which communicates it to the claimant.

3.—Unless there be an agreement to the contrary, Form J is drawn up in French or bears an interlinear translation in that language, and, in case the telegraph is used, the telegram is written in the French language.

4.—A simple correction of address (without change of the name or description of the addressee) may also be requested direct of the office of destination, that is to say, without conforming to the formal-

lités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

5.—Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des Administrations centrales ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans le cas où l'échange des réclamations s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspondances y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la réclamation de l'Administration centrale.

Les Administrations qui usent de la faculté prévue par le premier alinéa du présent paragraphe, prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

XXXI.

Emploi, pour l'Affranchissement, de Timbres-poste présumés Frauduleux.

1.—Sous réserve des dispositions que comporte la législation de chaque pays, même dans les cas où cette réserve n'est pas expressément stipulée dans les dispositions du présent article, le procédé ci-après est suivi pour la constatation de l'emploi, pour l'affranchissement, de timbres-poste frauduleux :

a) Lorsque la présence, sur un envoi quelconque, d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà servi) est constatée au départ, par un Office dont la législation particulière n'exige pas la saisie immédiate de l'envoi, la figurine n'est altérée d'aucune façon, et l'envoi, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau destinataire, est acheminé sous recommandation d'office.

ties prescribed for a change of address properly so called.

5.—Any Administration may require, by means of a notification addressed to the International Bureau, that the exchange of applications, so far as that Administration is concerned, shall be effected through the intermediary of the Central Administrations or of an office specially designated.

In cases where the exchange of applications is effected through the intermediary of the Central Administrations, requests sent directly by the office of origin to the office of destination must be taken into account to the extent that the article concerned shall be withheld from delivery until the arrival of the application from the Central Administration.

The Administrations which avail themselves of the liberty given by the first section of the present paragraph, take upon themselves the expenses involved by the transmission in their domestic service, by mail or telegraph, of the communications to be exchanged with the office of destination.

XXXI.

Use, for the Prepayment of Postage, of Postage-stamps presumed to be fraudulent.

1.—Subject to the regulations prescribed by the laws of each country, even in the cases where this reservation is not expressly stipulated in the provisions of the present Article, the following mode of procedure is employed for detecting the use of fraudulent postage stamps for the prepayment of postage:

a) When the presence of a fraudulent postage-stamp (counterfeit, or one already used) on any article whatever is detected, at the time the mail is dispatched, by the post office of a country the legislation of which does not require the immediate seizure of the article, the stamp is not altered in any way, and the article, placed in an envelope addressed to the office of destination, is forwarded under official registration.

Specially designated offices.

Expenses.

Use of fraudulent stamps.

Manner of procedure.

Post, p. 1170.

b) Cette formalité est notifiée, sans délai, aux Administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'un avis conforme au modèle K annexé au présent Règlement. Un exemplaire de cet avis est, en outre, transmis au bureau de destination dans l'enveloppe qui renferme l'objet revêtu du timbre-poste réputé frauduleux.

c) Le destinataire est convoqué pour constater la contravention.

La remise de l'envoi n'a lieu que dans le cas où le destinataire ou son fondé de pouvoirs consent à faire connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur, et à mettre à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, l'objet entier s'il est inséparable du corps du délit ou bien la partie de l'objet (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et le timbre signalé comme frauduleux.

Post, p. 1172.

d) Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle L annexé au présent Règlement et où il est fait mention des incidents survenus, tels que non-comparution, refus de recevoir l'envoi, de l'ouvrir ou d'en faire connaître l'expéditeur, etc. Ce document est signé par l'agent des postes et par le destinataire de l'envoi ou son fondé de pouvoirs; si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté aux lieu et place de la signature.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui et par l'intermédiaire de l'Administration du pays de destination, à l'Administration des postes du pays d'origine, qui, à l'aide de ces documents, fait poursuivre, s'il a lieu, la repression de l'infraction, d'après sa législation intérieure.

XXXII.

Expenses of International Bureau. *Répartition des Frais du Bureau International.*

Maximum.

1.—Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de

b) This formality is notified, without delay, to the Administrations of the countries of origin and destination, by means of a notice in conformity with form K annexed to the present regulations. A copy of this notice is also transmitted to the post office of destination in the envelope which encloses the article bearing the supposed fraudulent postage stamp.

c) The addressee is summoned for the purpose of verifying the offence.

The delivery of the article takes place only in case the addressee or his representative consents to make known the name and address of the sender, and to place at the disposal of the post office, after having taken cognizance of its contents, the entire article if it is inseparable from the substance of the offence, or the part of the article (envelope, wrapper, portion of the letter, etc.) which contains the address and the postage stamp said to be fraudulent.

d) The result of the investigation is incorporated in a deposition in conformity with Form L annexed to the present Regulations, in which are mentioned the incidents which have happened, such as non-appearance, refusal to receive the article, to open it, or to make known the sender, etc. This document is signed by the postal official and by the addressee of the article or his representative; if the latter refuses to sign, the refusal is entered instead of, and in the place of the signature.

The deposition is transmitted, with the vouchers relating thereto, through the intermediary of the Administration of the country of destination, to the Postal Administration of the country of origin which, with the aid of these documents, proceeds, if necessary, to take notice of the offence, in accordance with its domestic legislation.

XXXII.

Division of the Expenses of the International Bureau.

1.—The ordinary expenses of the International Bureau must not exceed the sum of 125,000 francs

125,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès ou d'une Conférence.

2.—L'Administration des postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres Administrations.

3.—Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	- -	25 unités.
2 ^e " "	- -	20 " "
3 ^e " "	- -	15 " "
4 ^e " "	- -	10 " "
5 ^e " "	- -	5 " "
6 ^e " "	- -	3 " "
7 ^e " "	- -	1 unité.

4.—Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5.—Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais :

1^{re} classe : Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Inde britannique, colonies britanniques de l'Australasie, ensemble des autres colonies et protectorats britanniques moins le Canada, Italie, Russie, Turquie;

2^e classe : Espagne;

3^e classe : Belgique, Brésil, Canada, Égypte, Japon, Pays Bas, Roumanie, Suède, colonies ou provinces espagnoles d'outre-mer, colonies françaises, Indes orientales néerlandaises;

4^e classe : Danemark, Norvège, Portugal, Suisse, colonies portugaises;

5^e classe : Argentine (République), Bulgarie, Chili, Colombie, Grèce, Mexique, Pérou, Serbie, Tunisie;

6^e classe : Bolivie, Costa-Rica, République Dominicaine, Équateur, Guatemala, Haïti, République du Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Paraguay, Perse, Pro-

annually, not including the special expenses to which the meeting of a Congress or a Conference may give rise.

2.—The Swiss Postal Administration superintends the expenses of the International Bureau, makes the necessary advances, and prepares the annual account, which is communicated to all the other Administrations.

3.—For the apportionment of the expenses, the countries of the Union are divided into seven classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, viz :

1st class	- -	25 units.
2d " "	- -	20 " "
3d " "	- -	15 " "
4th " "	- -	10 " "
5th " "	- -	5 " "
6th " "	- -	3 " "
7th " "	- -	1 unit.

4.—These coefficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total of the products thus obtained furnishes the number of units by which the total expenses is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

5.—The countries of the Union are classified as follows, in view of the division of the expenses :

1st class : Germany, Austria-Hungary, United States of America, France, Great Britain, British India, British Colonies of Australasia, the whole of the other British Colonies and Protectorates except Canada, Italy, Russia, Turkey;

2d class : Spain;

3d class : Belgium, Brazil, Canada, Egypt, Japan, Netherlands, Roumania, Sweden, Spanish Colonies or Provinces beyond the sea, French Colonies, Netherlands East Indies;

4th class : Denmark, Norway, Portugal, Switzerland, Portuguese Colonies;

5th class : Argentine Republic, Bulgaria, Chili, Colombia, Greece, Mexico, Peru, Servia, Tunis;

6th class : Bolivia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Republic of Honduras, Luxemburg, Nicaragua, Paraguay, Persia, German Protec-

Advances.

Apportionment.

Unit of expenses.

Classification of countries.

tectorats allemands, Salvador, Royaume de Siam, Uruguay, Vénézuéla, colonies danoises, colonie de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise);

7^e classe: État indépendant du Congo, Hawaï, Libéria, Monténégro.

torates, Salvador, Kingdom of Siam, Uruguay, Venezuela, Danish Colonies, Colony of Curaçao (or Netherlands West Indies), Colony of Surinam (or Netherlands Guiana);

7th class: Independent State of Congo, Hawaii, Liberia, Montenegro.

XXXIII.

Communications à adresser au Bureau International.

1.—Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2.—Les Administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer, notamment, par l'intermédiaire du Bureau international:

1^o l'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 5 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception;

2^o la collection en cinq exemplaires de leurs timbres-poste;

3^o l'avis si elles entendent user de la faculté qui est laissée aux Administrations d'appliquer ou de ne pas appliquer certaines dispositions générales de la Convention et du présent Règlement.

3.—Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des trois points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

4.—Le Bureau international reçoit également de toutes les Administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

5.—Les correspondances adressées par les Administrations de l'Union au Bureau international et vice versa, sont assimilées, pour la franchise de port, aux correspondances échangées entre les Administrations.

XXXIII.

Communications to be addressed to the International Bureau.

1.—The International Bureau serves as the intermediary for regular and general notifications which concern the international relations.

2.—The Administrations forming the Union must communicate to each other, specially, through the intermediary of the International Bureau:

1st, information relative to the surtaxes which they levy, by virtue of Article 5 of the Convention, in addition to the Union rate, whether for maritime conveyance or for the expenses of extraordinary conveyance, as well as a list of the countries in relation to which these surtaxes are levied, and, if necessary, the designation of the routes which cause their collection.

2nd. Five complete sets of their postage-stamps.

3d. Notice whether the Administrations intend to use the option allowed to them to apply or not to apply certain general provisions of the Convention and of the present Regulations.

3.—Every modification adopted hereafter in regard to one or other of the three points above-mentioned, must be notified without delay in the same manner.

4.—The International Bureau likewise receives from all the Administrations of the Union two copies of all the documents which they publish, whether relating to the domestic service or to the international service.

5.—The correspondence addressed by the Administrations of the Union to the International Bureau, and vice-versa, is assimilated, as regards freedom from postage, to the correspondence exchanged between the Administrations.

Correspondence with International Bureau.

Information for Union countries.

Ante, p. 1081.

Modifications.

Documents.

XXXIV.

Statistique Générale.

1.—Chaque Administration fait parvenir, à la fin du mois de juillet de chaque année au Bureau international, une série aussi complète que possible de renseignements statistiques se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux conformes ou analogues aux modèles ci-annexés M et N.

2.—Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.

3.—Pour toutes les autres opérations il est procédé à un dénombrement, pendant une semaine au moins pour les échanges quotidiens, et pendant quatre semaines pour les échanges non quotidiens, avec faculté pour chaque Administration de faire un dénombrement séparé pour chaque catégorie de correspondances.

4.—Est réservé à chaque Administration le droit de procéder à ce dénombrement aux époques qui se rapprochent le plus de la moyenne de son trafic postal.

5.—Le Bureau international est chargé de faire imprimer et de distribuer les formules de statistique à remplir par chaque Administration. Il est chargé, en outre, de fournir aux Administrations qui en feront la demande toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer, autant que possible, l'uniformité des opérations de statistique.

XXXV.

Attributions du Bureau International.

1.—Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année.

2.—Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.

3.—Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux Administrations de l'Union, dans la proportion du nombre d'unités contributives as-

XXXIV.

General Statistics.

1.—Each Administration transmits at the end of the month of July of each year, to the International Bureau, a series of statistical data as complete as possible, relating to the preceding year, in the form of tables in conformity with or analogous to forms M and N annexed hereto.

2.—The operations of the service which give rise to the keeping of records, form the subject of periodical statements, based upon the entries made.

3.—As regards all other operations a count is made, during one week at least for daily exchanges, and during four weeks for exchanges other than daily, leaving it optional with each Administration to make a separate count for each class of articles.

4.—There is reserved to each Administration the right to make this count at periods which come nearest to the average of its postal traffic.

5.—The International Bureau is charged with the duty of printing and distributing the statistical Forms to be filled out by each Administration. It is likewise obliged to furnish to the Administrations which may make the request, all the necessary information relative to the rules to be followed in order to ensure, as far as possible, uniformity in the statistical operations.

XXXV.

Duties of the International Bureau.

1.—The International Bureau prepares general statistics for each year.

2.—It publishes, by the aid of the documents which are put at its disposal, a special journal in the German, English and French languages.

3.—All the documents published by the International Bureau are distributed to the Administrations of the Union in the proportion of the number of contributive units

Statistics.

Yearly report.

Post, pp. 1174-1182.

Periodical statements.

Periodical counts.

Average counts.

Forms, etc.

Duties of International Bureau.

Documents.

Distribution.

signées à chacune d'elles par l'article XXXII précédent.

Additional copies.

4.—Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces Administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

assigned to each by Article XXXII preceding.

4.—Any additional copies and documents which may be applied for by these Administrations are paid for separately, at prime cost.

Information.

5.—Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

5.—The International Bureau must, besides, hold itself always at the disposal of the members of the Union, for the purpose of furnishing them with any special information they may require upon questions relating to the international postal service.

Modifications.

6.—Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

6.—The International Bureau makes known requests for the modification or interpretation of the stipulations which govern the Union. It notifies the results of each application, and no modification or resolution adopted is binding until two months, at least, after its notification.

Accounts.

7.—Le Bureau international opère la balance et la liquidation des décomptes de toute nature entre les Administrations de l'Union qui déclarent vouloir emprunter l'intermédiaire de ce Bureau dans les conditions déterminées par l'article XXXVI ci-après.

7.—The International Bureau effects the balance and liquidation of accounts of every kind between the Administrations of the Union which declare their wish to use the intermediary of that Bureau on the conditions described by Article XXXVI hereafter.

Congresses and conferences.

8.—Le Bureau international prépare les travaux des Congrès ou Conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

8.—The International Bureau prepares the business to be submitted to the Congresses or Conferences. It undertakes the necessary copying and printing, the editing and distribution of amendments, journals of proceedings, and other information.

Director.

9.—Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances des Congrès ou Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

9.—The Director of this Bureau attends the sessions of the Congresses or Conferences and takes part in the discussions, but without the power of voting.

Annual report.

10.—Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations de l'Union.

10.—He publishes an annual Report on the work of the Bureau, which is communicated to all the Administrations of the Union.

Language.

11.—La langue officielle du Bureau international est la langue française.

11.—The official language of the International Bureau is the French language.

Post-office directory.

12.—Le Bureau international est chargé de publier un dictionnaire alphabétique de tous les bureaux de poste du monde, avec une mention spéciale pour ceux de ces bureaux chargés de services qui ne sont pas encore généralisés. Ce dictionnaire est tenu au courant au moyen de suppléments ou de toute autre manière que le Bureau

12.—The International Bureau is charged with the duty of publishing an alphabetical dictionary of all the post offices of the world, with special indications of such of these offices as undertake services which have not yet become general. This dictionary is kept up to date by means of supplements, or in any other manner which the

international jugera convenable.

Le dictionnaire mentionné au présent paragraphe est livré au prix de revient aux Administrations qui en font la demande.

XXXVI.

Office Central de Comptabilité et de Liquidation des Comptes entre les Administrations de l'Union.

1.—Le Bureau international de l'Union postale universelle est chargé d'opérer la balance et la liquidation des décomptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les Administrations des pays de l'Union qui ont le franc pour unité monétaire ou qui se sont mis d'accord sur le taux de conversion de leur monnaie en francs et centimes métalliques.

Les Administrations qui ont l'intention de réclamer, pour ce service de liquidation, le concours du Bureau international, se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.

Malgré son adhésion, chaque Administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches de service et d'en opérer à sa convenance le règlement avec ses correspondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel, à teneur de l'alinéa qui précède, elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

Sur la demande des Administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

Les Administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance et la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après qu'ils en auront averti ledit Bureau.

2.—Après avoir débattu et arrêté leurs comptes, les Administrations se font parvenir réciproquement une reconnaissance de

International Bureau may deem suitable.

The dictionary mentioned in the present paragraph is furnished at prime cost to the Administrations which may apply for it.

XXXVI.

Central Office of Settlement and Liquidation of Accounts between the Administrations of the Union.

1.—The International Bureau of the Universal Postal Union is charged with the duty of effecting the balance and liquidation of accounts of every kind relating to the international postal service between the Administrations of the countries of the Union which have the franc for their monetary unit or which have come to an agreement as regards the rate of conversion of their currency into metallic francs and centimes.

The Administrations which intend to claim the aid of the International Bureau for this service of liquidation, arrange accordingly among themselves and with the Bureau.

Notwithstanding its adhesion, each Administration retains the right to prepare, at its option, special accounts for different branches of the service, and to effect the settlement of them, to suit itself, with its correspondents, without using the intermediary of the International Bureau; simply advising the Bureau, in accordance with the provision of the preceding paragraph, for which branches of the service and for which countries it intends to employ its services.

At the request of the Administrations interested, the telegraph accounts may also be reported to the International Bureau, to be included in the settlement of the balances.

The Administrations which shall have used the intermediary of the International Bureau for the balancing and liquidation of accounts, may cease to use this intermediary three months after giving notice to the Bureau to that effect.

2.—After having examined and accepted their accounts, the Administrations transmit to each other reciprocally an acknowledg-

Central office of accounts.

Special accounts.

Telegraph accounts.

Notice of.

Debt statement.

leur Doit, établi en francs et centimes, en y constatant l'objet, la période et le résultat du décompte.

Monthly accounts.

3.—Chaque Administration adresse mensuellement, au Bureau international, un tableau indiquant son Avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont elle est créditrice envers chacune des Administrations contractantes; chaque créance figurant dans ce tableau doit être justifiée par une reconnaissance de l'Office débiteur.

Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois au plus tard, sous peine de n'être compris que dans la liquidation du mois suivant.

Comparisons.

4.—Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux Offices intéressés.

Le Doit de chaque Administration envers une autre est reporté dans un tableau récapitulatif; afin d'établir le total dont chaque Administration est débitrice, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

General balance sheet.

5.—Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant:

a) le total du Doit et de l'Avoir de chaque Administration;

b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administration, représentant la différence entre le total du Doit et le total de l'Avoir;

c) les sommes à payer par une partie des membres de l'Union à une Administration, ou réciproquement les sommes à payer par cette dernière à l'autre partie.

Les totaux des deux catégories de soldes sous a et b doivent nécessairement être égaux.

Payment.

On pourvoira autant que possible à ce que chaque Administration n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux paiements distincts.

Toutefois, l'Administration qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'une autre Administration pour une somme supérieure à 50,000 francs, a le droit de réclamer des acomptes.

ment of their Debit, made out in francs and centimes, stating therein the nature, period, and result of the account.

3.—Each Administration transmits monthly, to the International Bureau, a Table showing the total credit due to it on individual accounts, as well as the total of the sums which are due to it from each of the contracting Administrations; each credit appearing in this Table must be substantiated by an acknowledgment from the debtor office.

This Table should reach the International Bureau, on the 19th of each month, at the latest; otherwise its liquidation is liable to be deferred until the following month.

4.—The International Bureau ascertains, by comparing the acknowledgments, if the Tables are correct. Every correction which is necessary is notified to the Offices interested.

The Debit of each Administration to another is stated in a recapitulation; in order to ascertain the total amount of indebtedness of each Administration it is only necessary to add up the different columns of the recapitulation.

5.—The International Bureau incorporates the Tables and the recapitulations in a general balance-sheet, showing:

a) the total of the Debit and of the Credit of each Administration;

b) the balance against or in favor of each Administration, representing the difference between the total of the Debit and the total of the Credit;

c) the sums to be paid by some of the members of the Union to a single Administration, or vice versa the sums to be paid by the latter to the former.

The totals of the two categories of balances under a and b must necessarily be the same.

It shall be arranged, as far as possible, that each Administration, in order to liquidate its indebtedness, shall have to make only one or two distinct payments.

Nevertheless, an Administration which habitually finds a sum exceeding 500,000 francs due to it from another Administration, has the right to claim remittances on account.

Ces acomptes sont inscrits, tant par l'Administration créditrice que par l'Administration débitrice, au bas des tableaux à adresser au Bureau international (voir § 3).

6.—Les reconnaissances (voir § 3) transmises au Bureau international avec les tableaux sont classées par Administration.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation de chacune des Administrations intéressées. Dans cette liquidation doivent figurer :

a) les sommes afférentes aux décomptes spéciaux portant sur les divers échanges;

b) le total des sommes résultant de tous les décomptes spéciaux par rapport à chacune des Administrations intéressées;

c) les totaux des sommes dues à toutes les Administrations créditrices pour chaque branche du service, ainsi que leur total général.

Ce total doit être égal au total du Doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas de la liquidation la balance est établie entre le total du Doit et le total de l'Avoir résultant des tableaux adressés par les Administrations au Bureau international (voir § 3). Le montant net du Doit ou de l'Avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, la liquidation statue sur le mode de liquidation, c'est-à-dire qu'elle indique les Administrations en faveur desquelles le paiement doit être effectué par l'Administration débitrice.

Les liquidations doivent être transmises aux Administrations intéressées par le Bureau international, au plus tard le 22 de chaque mois.

7.—Les soldes débiteurs ou créditeurs n'excédant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les Administrations intéressées soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les Administrations créditrices et débitrices. L'Administration débitrice fait

These remittances on account are entered, both by the creditor Administration and by the debtor Administration, at the foot of the Tables to be transmitted to the International Bureau (see § 3).

6.—The acknowledgments (see § 3) transmitted to the International Bureau with the Tables are classified by Administrations.

They serve as the basis for settling the account of each of the Administrations interested. In this settlement should appear :

a) the sums relating to the special accounts regarding the different exchanges;

b) the total of the sums resulting from all the special accounts with respect to each of the Administrations interested;

c) the totals of the sums due to all the creditor Administrations on account of each branch of the service, as well as their general total.

This total should be equal to the total of the Debit which appears in the recapitulation.

At the foot of the liquidation account the balance is shown between the total of the Debit and the total of the Credit resulting from the Tables transmitted by the Administrations to the International Bureau (see § 3). The net amount of the Debit or of the Credit should be equal to the Debit balance or to the Credit balance carried into the general balance sheet. Moreover, the liquidation account determines the manner of settlement, that is to say, it indicates the Administrations to which payment must be made by the debtor Administration.

The liquidation-accounts must be transmitted to the Administrations interested by the International Bureau, at the latest on the 22nd of each month.

7.—The Debit or Credit balances exceeding 500 francs may be entered in the account for the following month, on condition however that the Administrations interested are in monthly communication with the International Bureau. These entries are stated in the recapitulations and in the liquidation-accounts for the creditor and debtor Administrations. The debtor Administration transmits, in that case,

Settlements.

Account of balances.

parvenir, le cas échéant, à l'Administration créditrice, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

to the creditor Administration an acknowledgment of the sum due, to be entered in the next table.

XXXVII.

Langue.

French language to be used.

1.—Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules à l'usage des Administrations de l'Union pour leurs relations réciproques doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2.—En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

XXXVIII.

Ressort de l'Union.

Jurisdiction of the Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

Classification of offices.

1° les bureaux de poste allemands établis à Apia (îles Samoa) et à Shang-Hai (Chine) comme relevant de l'Administration des postes d'Allemagne;

2° la principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes d'Autriche;

3° l'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemark;

4° les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne; la République du Val d'Andorre, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'Administration des postes espagnoles;

5° l'Algérie, comme faisant partie de la France; la principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis à Tanger (Maroc), à Shang-Hai (Chine) et à Zanzibar, comme relevant de l'Administration des postes de France; le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, comme assimilés, quant au service postal, à la colonie française de Cochinchine.

XXXVII.

Language.

1.—The Letter-Bills, Tables, Statements, and other Forms used by the Administrations of the Union in their reciprocal relations must, as a general rule, be drawn up in the French language, unless the Administrations interested arrange otherwise by direct agreement.

2.—As regards official correspondence, the present state of things is maintained, unless another arrangement should subsequently be agreed upon by common consent between the Administrations interested.

XXXVIII.

Jurisdiction of the Union.

The following are considered as belonging to the Universal Postal Union:

1st. The German post offices established at Apia (Samoan Islands) and at Shanghai (China) as subordinate to the Postal Administration of Germany;

2nd. The principality of Liechtenstein, as subordinate to the Postal Administration of Austria;

3d. Iceland and the Faroe Islands, as forming part of Denmark.

4th. The Spanish possessions on the North Coast of Africa, as forming part of Spain; the Republic of Andorra and the postal establishments of Spain on the West Coast of Morocco, as subordinate to the Postal Administration of Spain.

5th. Algeria, as forming part of France; the principality of Monaco, and the French post offices established at Tangier (Morocco), Shanghai (China), and at Zanzibar, as subordinate to the Postal Administration of France; Cambodia, Annam, and Tonquin, as assimilated, so far as regards the postal service, to the French Colony of Cochinchina.

6° les agences postales que l'Administration des postes de Gibraltar entretient à Tanger, Larâiche, Rabat, Casablanca, Saffi, Mazagan et Mogador (Maroc);

7° les bureaux de poste que l'Administration de la colonie anglaise de Hong-Kong entretient à Hoihow (Kiung-Schow), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shang-Hai et Hankow (Chine);

8° les établissements de poste indiens d'Aden, de Zanzibar, de Mascate, du golfe Persique et de Guadir, comme relevant de l'Administration des postes de l'Inde britannique;

9° la République de Saint-Marin et les bureaux italiens de Tunis et de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'Administration des postes d'Italie;

10° les bureaux de poste que l'Administration japonaise a établis à Shang-Hai (Chine), à Fusanpo, à Genzanshin et à Jinsen (Corée);

11° le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'Empire de Russie.

6th. The postal agencies which the Postal Administration of Gibraltar maintains at Tangier, Larâiche, Rabat, Casablanca, Saffi, Mazagan and Mogador (Morocco);

7th. The post offices which the Administration of the British Colony of Hong-Kong maintains at Hoihow (Kiungchow), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai, and Hankow (China);

8th. The Indian postal establishments of Aden, Zanzibar, Muscat, Persian Gulf, and Guadir, as subordinate to the Postal Administration of British India;

9th. The Republic of San Marino and the Italian post offices of Tunis and Tripoli in Barbary, as subordinate to the Postal Administration of Italy;

10th. The post offices which the Japanese Administration has established at Shanghai (China), Fusanpo, Genzhanshin, and Jinsen (Corea);

11th. The Grand Duchy of Finland, as forming an integral part of the Empire of Russia.

XXXIX.

XXXIX.

Propositions faites dans l'Intervalle des Réunions.

Propositions made in the Interval between the Meetings.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

1.—In the interval which elapses between the meetings, the Postal Administration of each country of the Union has the right to address to the other participating Administrations, through the intermediary of the International Bureau, propositions in regard to the stipulations of the present Regulations.

Changes proposed.

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

2.—Every proposition is subject to the following mode of procedure:

Procedure.

Un délai de cinq mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations, amendements ou contre-propositions. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer. Les Administrations qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du

A period of five months is allowed to the Administrations of the Union to examine the propositions and transmit to the International Bureau any observations, amendments, or counterpropositions. The replies are tabulated by the International Bureau and communicated to the Administrations with an invitation to express their views. The Administrations which have not transmitted their vote within a period of six months, counting from the date of the second circular of the International

Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

Votes necessary.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir :

Unanimous.

1° l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles ou de la modification des dispositions du présent article et des articles III, IV, V, XII, XXVII, XXX, XXXI et XL;

Two-thirds.

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, VIII, IX, XI, XIV, XV, XVI, XVIII, XIX, XX, XXI, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVIII, XXXIV, XXXVI, XXXVII et XXXVIII;

Majority.

3° la simple majorité absolue s'il s'agit, soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 23 de la Convention.

Notification.

4.—Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

Effect.

5.—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

Bureau notifying them of the observations made, are considered as not voting.

3.—To become binding the propositions must obtain—

1st. Unanimity of votes if they relate to the addition of new Articles, or to the modification of the provisions of the present Article and those of Articles III, IV, V, XII, XXVII, XXX, XXXI, and XL.

2nd. Two-thirds of the votes, if they relate to the modification of the provisions of Articles I, II, VIII, IX, XI, XIV, XV, XVI, XVIII, XIX, XX, XXI, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVIII, XXXIV, XXXVI, XXXVII, and XXXVIII;

Simply an absolute majority, if they relate to the modification of provisions other than those above-mentioned, or to the interpretation of the various provisions of the Regulations, except in the case of arbitration contemplated in Article 23 of the Convention.

4.—The resolutions adopted in due form are made binding by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

5.—No modification or resolution adopted is binding until at least two months after its notification.

XL.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 4 juillet 1891. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Fait à Vienne, le 4 juillet 1891.

Signatures.

Pour l'Allemagne et les Protectorats Allemands.....
 Pour les États-Unis d'Amérique.....
 Pour la République Argentine.....

XL.

Duration of the Regulations.

The present Regulations shall be put into execution on the day on which the Convention of the 4th of July, 1891, comes into force. They shall have the same duration as that Convention, unless they be renewed by mutual agreement between the parties interested.

Done at Vienna, the 4th of July, 1891.

Dr. V. STEPHAN.
 SACHSE.
 FRITSCH.
 N. M. BROOKS.
 WILLIAM POTTER.
 CARLOS CALVO.
 OBENTRAUT.
 Dr. HOFMANN.
 Dr. LILIENAU.
 HABBERGER.

Pour la Hongrie.....	{ P. HEIM.
	{ S. SCHRIMPF.
Pour la Belgique.....	LICHTERVELDE.
Pour la Bolivie.....	
Pour le Brésil.....	LUIS BETIM PAES LEME.
Pour la Bulgarie.....	P. M. MATTHEEFF.
Pour le Chili.....	
Pour la République de Colombie.....	G. MICHELSEN.
	{ STASSIN.
Pour l'État Indépendant du Congo.....	LICHTERVELDE.
	{ GARANT.
	{ DE CRAENE.
Pour la République de Costa Rica.....	
Pour le Danemark et les Colonies Da-	
noises.....	LUND.
Pour la République Dominicaine.....	
Pour l'Égypte.....	Y. SABA.
Pour l'Équateur.....	
Pour l'Espagne et les Colonies Es-	
pagnoles.....	FEDERICO BAS.
	{ MONTMARIN.
Pour la France.....	I. DE SELVES.
	{ ANSAULT.
Pour les Colonies Françaises.....	G. GABRIÉ.
Pour la Grande-Bretagne et diverses	
Colonies Britanniques.....	S. A. BLACKWOOD.
	{ H. BUXTON FORMAN.
Pour les Colonies Britanniques d'Aus-	
tralasia.....	
Pour le Canada.....	
Pour l'Inde Britannique.....	H. M. KISCH.
Pour la Grèce.....	I. GEORGANTAS.
Pour le Guatemala.....	Dr. GOTTHELF MEYER.
Pour la République d'Haïti.....	
Pour le Royaume d'Hawaï.....	EUGÈNE BOREL.
Pour la République du Honduras.....	
Pour l'Italie.....	{ EMIDIO CHIARADIA.
	{ FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon.....	{ INDO.
	{ FUGITA.
	{ Bn. DE STEIN.
Pour la République de Libéria.....	W. KOENTZER.
	{ C. GOEDEL.
Pour le Luxembourg.....	MONGENAST.
Pour le Mexique.....	L. BRETON Y VEDRA.
	{ OBENTRAUT.
Pour le Monténégro.....	Dr. HOFMANN.
	{ Dr. LILLENAU.
	{ HABBERGER.
Pour le Nicaragua.....	
Pour le Norvège.....	THL. HEYERDAHL.
Pour le Paraguay.....	
Pour les Pays-Bas.....	{ HOFSTEDE.
	{ Baron VAN DER FELTZ.
Pour les Colonies Néerlandaises.....	JOHS. I. PERK.
Pour le Pérou.....	D. C. URREA.
Pour la Perse.....	Gen'l N. SEMINO.
Pour le Portugal et les Colonies Portu-	
gaises.....	GUELHERMINO AUGUSTO DE
	{ BARROS.
Pour la Roumanie.....	{ Colonel A. GORJEAN.
	{ S. DIMITRESCU.
Pour la Russie.....	{ Général DE BESACK.
	{ A. SKALKOVSKY.

Pour le Salvador	LOUIS KEHLMANN.
Pour la Serbie	{ SVETOZAR I. GVOZDITCH.
	{ ET. W. POPOVITCH.
Pour le Royaume de Siam	{ LUANG SURIYA NUVAE.
	{ H. KEUCHENIUS.
Pour la République Sud-Africaine	
Pour la Suède	E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse	{ ED. HÖHN.
	{ C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis	MONTMARIN.
Pour la Turquie	{ E. PETACCI.
	{ A. FAHRI.
Pour l'Uruguay	{ FEDERICO SUSVIELA GU-
	{ ARCH.
	{ JOSÉ G. BUSTO.
Pour les États-Unis de Vénézuéla	CARLOS MATZENAUER.

Le Ministère I. et R. des Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original déposé dans ses archives.

Vienne, le 7 juillet 1891.

Le Directeur de la Chancellerie du ministère I. et R. des Affaires étrangères.

(Signé:)

MITTAG.

The Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs certifies that the present copy is in conformity with the original deposited in its archives.

Vienna, July 7th, 1891.

The director of the Chancellor's office of the Imperial and Royal Ministry of Foreign Affairs.

(Signed:)

MITTAG.

ANNEXES.

ANNEXES.

Form A.

A.

Administration de

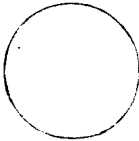
AVIS DE RÉCEPTION.

{ d'une lettre assurée } enregistré sous le N° et adressé à
{ d'un objet recommandé }
M à le 189..

Le soussigné déclare { qu'une lettre assurée } à l'adresse susmentionnée et provenant
{ qu'un objet recommandé }
de a été dûment livré le 189..

Signature(*)

Timbre du bureau distributeur.



du destinataire:

du chef du bureau distributeur:

.....

.....

(*) Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le permettent, par le chef du bureau distributeur, puis être mis sous enveloppe et envoyé, sous recommandation, par le premier courrier, au bureau d'origine de l'objet qu'il concerne.

Return receipt.

ANNEXES.

A.

Form A

Return receipt.

Administration of.....

RETURN RECEIPT.

{ for an insured letter, } entered under No. and addressed to
{ for a registered article. }
M at the 189..

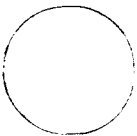
The undersigned declares { that an insured letter, } to the above mentioned address, and
{ that a registered article, }
originating at has been duly delivered on the 189..

Signature (*)

Stamp of the office
of delivery.

of the addressee:

of the chief of the office of delivery:



(*) This Return Receipt must be signed by the addressee; or, if the regulations of the country of destination permit it, by the chief of the office of delivery, then placed in an envelope, and transmitted, under registration, by the first mail to the office of origin of the article to which it relates.

Form B. Administration des Postes d. B. Correspondance avec l'Office d.
 Letter bill. Timbre du bureau expéditeur. FEUILLE D'AVIS. Timbre du bureau destinataire

○ ○
 Dépêche (Départ du Arrivéele Envoi) du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d
 189 , à h. m. du h. m. du

I. ENVOIS RECOMMANDÉS.

Numéros d'ordre.	Bureaux d'origine.	Numéros d'inscription aux bureaux d'origine ou noms des destinataires et lieux de destination.	Observations.
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

RECOMMANDATIONS D'OFFICE.

Postal Administration
of _____.

B.
LETTER BILL.

Correspondence with the Office
of _____ Form B.

(Stamp of dispatching office.)

(Stamp of receiving office.) Letter bill.



Mail (_____ dispatch) from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.
Departure of _____ 189-, at _____ o'clock.
Arrival of _____, 189-, at _____ o'clock.

I. REGISTERED ARTICLES.

Numbers of order.	Office of origin.	Numbers of entry at offices of origin or names of the addressees and places of destination.	Observations.
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

OFFICIAL REGISTRATIONS.

II.
Closed mails.

II. DÉPÊCHES CLOSES.

Bureau d'origine.	Bureau de destination.	Nombre des dépêches closes.	Observations.

L'employé du bureau d'échange expéditeur.

L'employé du bureau d'échange destinataire.

II. CLOSED MAILS.

II.
Closed mails.

Office of origin.	Office of destination.	Number of closed mails.	Observations.

Clerk of dispatching exchange office:

Clerk of receiving exchange office:

C.

Form C.

Administration des Postes
dCorrespondance avec l'Office
d

Timbre du bureau expéditeur.

Timbre du bureau destinataire.



Bulletin of verification.

BULLETIN DE VÉRIFICATION

pour la rectification et la constatation des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans la dépêche
du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d

* expédition du 189 , à h. m. du

ERREURS OU IRRÉGULARITÉS DIVERSES.				
(Manque de la dépêche, manque d'objets recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche spoliée, lacérée ou en mauvais état, etc.)				
ÉRREURS DE COMPTE DANS LA STATISTIQUE.				
Numéros distinctifs des tableaux erronés.	Désignation des correspondances ou dépêches sur lesquelles porte l'erreur.	Déclaration du bureau d'échange expéditeur.	Vérification du bureau d'échange destinataire.	Causes de la rectification.

A , le 189 .
Les employés du bureau d'échange destinataire,A , le 189 .
Vu et accepté :
Le chef du bureau d'échange expéditeur,

C.

Postal administration
of _____.
(Stamp of dispatching office.)

Correspondence with the
Office of _____. Form C.
(Stamp of receiving office.)

BULLETIN OF VERIFICATION

for the correction and the statement of the errors and irregularities of all kinds discovered in the mail from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.

Bulletin of verification.

Dispatch of the _____, 189-, at _____ o'clock.

ERRORS OR VARIOUS IRREGULARITIES.

(Missing mail; missing registered articles, or letter bill; robbed, torn, or injured mail, etc.)

ERRORS OF ACCOUNT IN THE STATISTICS.

Distinctive numbers of the erroneous tables.	Description of the correspondence, or mails, in which the error occurs.	Statement of the dispatching exchange office.	Verification of the receiving exchange office.	Causes of rectification.

At _____, the _____, 189-.
Clerks of the receiving exchange office:

At _____, the _____, 189-.
Seen and accepted:
Chief of the dispatching exchange office:

Form D.

D.

R

LAUSANNE.

N° 1460.

Form E.

Office expéditeur :

E.

Office destinataire réexpéditeur :

Transit in open
mail.

TRANSIT À DÉCOUVERT.

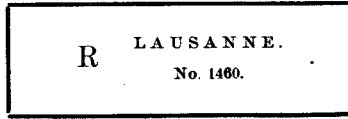
TABLEAU

indiquant les prix de transit pour les correspondances transmises à découvert par l'office des postes d
à l'office des postes d

N ^o d'ordre. 1	Pays de destination ou de sortie. 2	Prix de transit par kilogramme.				Observations. 6	
		Lettres et cartes pos- tales. 3		Autres ob- jets. 4			Pour les par- cours par. 5
		fr.	c.	fr.	c.		

D.

Form D.



Dispatching Office.

E.

Receiving reforwarding Office.

Form E.

TRANSIT IN OPEN-MAIL.

Transit in open mail.

TABLE

showing the rates of transit for the correspondence transmitted in open-mail by the post-office of _____, to the post-office of _____.

Numbers of order.	Country of destination or of egress.	Rates of transit per kilogram.				Observations.	
		Letters and post-cards.		Other articles.			For the transit through.
		3	4	5	6		
1	2	Fr.	C.	Fr.	C.		

Form G.

Office expéditeur :

G.

Office destinataire :

Transit in closed mails.

TRANSIT EN DÉPÊCHES CLOSES.

DÉPÊCHES

du bureau d'échange d *pour le bureau d'échange d* *expédiées par l'intermédiaire d*

Dates.	PREMIÈRE DÉPÊCHE du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d		DEUXIÈME DÉPÊCHE du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d		TROISIÈME DÉPÊCHE du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d	
	Poids net.		Poids net.		Poids net.	
	Lettres et cartes postales.	Autres objets.	Lettres et cartes postales.	Autres objets.	Lettres et cartes postales.	Autres objets.
	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.
Totaux						

A le 189 .
Le chef du bureau d'échange destinataire,

A le 189 .
Vu et accepté.
Le chef du bureau d'échange expéditeur.

Dispatching office.

G.

Receiving office. Form G.

TRANSIT IN CLOSED MAILS.

Transit in closed mails.

MAILS

from the exchange office of _____ for the exchange office of _____, sent through the intermediary of _____.

Dates.	FIRST MAIL from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.		SECOND MAIL from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.		THIRD MAIL from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.	
	Net weight.		Net weight.		Net weight.	
	Letters and post-cards.	Other articles.	Letters and post-cards.	Other articles.	Letters and post-cards.	Other articles.
	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.
Totals						

At _____, the _____, 189-
Chief of the receiving exchange office,

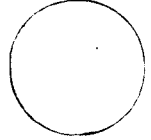
At _____, the _____, 189-
Seen and accepted:
Chief of the dispatching exchange office,

Form H.
Application for lost
articles.
By sender.

Administration des postes
d
Bureau d

H.

Timbre du bureau expéditeur.



RENSEIGNEMENTS À FOURNIR EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.

I. PAR LE RÉCLAMANT (EXPÉDITEUR OU DESTINATAIRE).

Demandes.	Réponses.
<p>a. Nature de l'envoi (lettre, carte postale, journal ou autre imprimé, échantillon ou paquet de papiers d'affaires). b. Quelle était l'adresse de l'envoi? c. Quelle est l'adresse exacte du destinataire? d. L'envoi était-il volumineux? e. Que renfermait-il? (Signalement aussi exact et complet que possible.) f. Date précise ou approximative du dépôt à la poste. g. Nom et domicile de l'expéditeur. h. En cas de recherches infructueuses, à qui, de l'envoyeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé?</p>	

II. PAR L'EXPÉDITEUR.

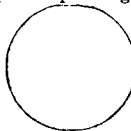
<p>i. Était-il affranchi et, dans l'affirmative, quelle était la valeur des timbres-poste apposés? j. Date et heure du dépôt à la poste. k. Le dépôt a-t-il eu lieu au guichet ou à la boîte? Dans ce dernier cas, à quelle boîte? l. Le dépôt a-t-il été effectué par l'envoyeur lui-même ou par un tiers? Dans ce dernier cas, par quelle personne?</p>	
<p>m. Renseignements particuliers du bureau d'origine. n. Renseignements du 1^{er} bureau intermédiaire. o. Renseignements du 2^e bureau intermédiaire.</p>	
<p>La présente formule doit être renvoyée à</p>	

Administration of Posts
of
Office of

H.

Stamp of dispatching office.

Form H.
Application for lost
articles.
By sender.



PARTICULARS TO BE FURNISHED IN CASE OF A CLAIM FOR AN ORDINARY (UNREGISTERED) ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.

I. BY THE CLAIMANT (SENDER OR ADDRESSEE).

Questions.	Answers.
<p>a. Nature of the article (letter, post card, newspaper or other print, sample or packet of commercial papers). b. How was the article addressed? c. What is the exact address of the addressee? d. Was the article large? e. What did it contain? (Give details as exact and complete as possible.) f. Exact or approximate date of mailing. g. Name and residence of the sender. h. In case of successful inquiry to whom—the sender or the addressee—should the article be returned?</p>	

II. BY THE SENDER.

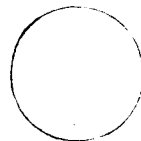
<p>i. Was it prepaid, and, if so, what was the value of the postage-stamps affixed? j. Date and hour of mailing. k. Was it mailed at the office or the box? In the latter case, which box? l. Was it mailed by the sender himself, or by some other person? In the latter case, by whom?</p>	
<p>m. Special observations by the office of origin. n. Observations by the 1st intermediary office. o. Observations by the 2d intermediary office.</p> <p>This form must be returned to.....</p>	

Application for lost articles.
By addressee.

Administration des postes
d
Bureau d

H.

Timbre du bureau
destinataire.



III. RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE DESTINATAIRE EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.

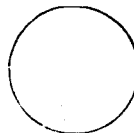
Demandes.	Réponses.
<p><i>p.</i> L'envoi est-il parvenu au destinataire?</p> <p><i>q.</i> Les correspondances sont-elles d'ordinaire retirées au bureau de poste ou distribuées à domicile?</p> <p><i>r.</i> A qui sont-elles confiées dans le premier cas?</p> <p><i>s.</i> Dans le second cas, sont-elles remises directement au destinataire ou à une personne attachée à son service; ou bien déposées dans une boîte particulière? Le cas échéant, cette boîte est-elle bien fermée et régulièrement levée?</p> <p><i>t.</i> La perte des correspondances s'est-elle déjà produite souvent? Dans le cas affirmatif, indiquer d'où provenaient les correspondances perdues.</p> <p><i>u.</i> Renseignements particuliers du bureau de destination.</p>	
<p>La présente formule doit être renvoyée à</p>	

Administration of Posts
of
Office of

III.

(Stamp of the
office of
destination.)

Application for lost
articles.
By addressee.



III. PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE ADDRESSEE IN CASE OF A CLAIM FOR AN ORDINARY (UNREGISTERED) ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.

Questions.	Answers.
<p><i>p.</i> Did the article come into the hands of the addressee?</p> <p><i>q.</i> Is the correspondence usually taken at the post-office, or delivered at the house?</p> <p><i>r.</i> In the first case, to whom is it intrusted?</p> <p><i>s.</i> In the second, is it delivered directly to the addressee or to a person in his service; or is it deposited in a special box? If so, is the box well fastened and regularly opened?</p> <p><i>t.</i> Has correspondence often been lost? And if so, mention whence the lost correspondence has come.</p> <p><i>u.</i> Special observations by the office of destination.</p>	
<p>This form must be returned to.....</p>	

Form J.

J.

Request for withdrawal or correction of address.

DEMANDE DE RETRAIT OU DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*

RÉCLAMATION PAR VOIE POSTALE.

(Note à transmettre sous pli recommandé et aux frais du réclamant.)

I. DEMANDE DE RETRAIT.

Prière de renvoyer au bureau de (d'origine)
 pour être remis à l'expéditeur l (nature de l'objet)
 adressé à votre bureau le 189.... et dont la suscription est
 conforme au fac-similé ci-joint.

A le 189..

Timbre du bureau :



Le des postes,

II. DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.

Prière de substituer (telle indication)
 à (telle autre indication) sur la suscription
 de l (nature de l'objet) adressé à votre bureau
 le 189.. du bureau de et dont la suscription est conforme au
 fac-similé ci-joint.

A le 189..

Timbre du bureau :



Le des postes,

* Biffer le recto ou le verso, suivant le cas.

J.

Form J.

REQUEST FOR WITHDRAWAL OR FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

Request for withdrawal or correction of address.

REQUEST BY POST.

(To be transmitted under registration, and at the expense of the person making the request.)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Please return to the office of *(of origin)*,
to be delivered to the sender, the *(nature of article)*,
address to your office on the 189... the address of which is like the fac-simile
herewith.

....., the 189..

[Stamp of office.]



The of Posts,
.....

II. REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.

Please substitute *(give substitution)*
for *(give original version)*, on the address
of the *(nature of article)*, addressed to your
office on the 189., by the office of, the address of
which is like the fac-simile herewith.

....., the 189..

Stamp of office.



The of Posts,
.....

*Cross out either I or II, as the case may be.

Telegraphic re-
quests.

J.

RÉCLAMATION PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Télégramme aux frais du réclamant.)

I. DEMANDE DE RETRAIT.

Renvoyer à origine.....*(tel objet) adressé.*
.....*(ce jour ou le)* à M.....*(Adresse exacte du destinataire)*
Griffe:*(Situation et description)*
Cachet:*(Description)*
Suscription:*(Format et couleur de l'envoi)*
Particularités:*(Annotations et signes de toute nature).*

Timbre du bureau:



(Signature)

Receveur des postes.

II. DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*

Substituer.....*(telle indication)* à
.....*(telle autre indication)* sur l'adresse de l.....*(nature de l'objet)*
expédié.....*(ce jour ou le)* à votre bureau pour
M.....*(Adresse exacte du destinataire)*
Griffe:*(Situation et description)*
Cachet:*(Description)*
Suscription:*(Format et couleur de l'envoi)*
Particularités:*(Annotations et signes de toute nature).*

Timbre du bureau:



(Signature)

Receveur des postes.

* NB. Il ne peut être satisfait à cette demande qu'après réception du fac-similé par la poste.

J.

REQUEST BY TELEGRAPH.

Telegraphic requests.

(Telegram at the expense of the person making the request.)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Return to origin *(such and such an article)* addressed
 *(this day or on the*) to M. *(exact address of addressee)*.
 Stamped fac-simile of signature: *(place and description)*.
 Seal: *(description)*.
 Envelope: *(form and color of article)*.
 Special marks: *(notes and signs of every kind)*.
, the 189....

[Stamp of office.]



(Signature)

Postmaster.

II. REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

Substitute..... *(give substitution)* for
 *(give original version)* on the address of the *(nature of article)*
 forwarded *(this day or on the.....)* to your office for
 M. *(exact address of addressee)*.
 Stamped fac-simile of signature: *(place and description)*.
 Seal: *(description)*.
 Envelope: *(form and color of article)*.
 Special marks: *(notes and signs of every kind)*.
, the 189....

[Stamp of office.]



(Signature)

Postmaster.

* This request cannot be complied with until the fac-simile has been received by mail.

K.

Form K.

Administration des postes d ———

Bureau d ———

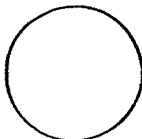
Département ou province d ———

AVIS DE L'ENVOI,

Notice of supposed *sous recommandation d'office, de l'objet de correspondance décrit ci-après paraissant revêtu d'un timbre-poste frauduleux.*
 fraudulent stamps.

Nature de l'objet.	Bureau d'origine et date d'expédition.	Copie textuelle de l'adresse.	Indication du timbre-poste présumé frauduleux (valeur).	Observations.
1	2	3	4	5

..... des Postes.



Timbre du bureau expéditeur.

K.

Form K.

Administration of Posts of

Office of ———

Department or province of ———

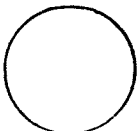
NOTICE OF DISPATCH.

Notice of supposed fraudulent stamps.

under official registration, of the article of correspondences described below, appearing to bear a fraudulent postage stamp.

Nature of the article.	Office of origin and date of dispatch.	Literal copy of the address.	Indication of the postage stamp presumed to be fraudulent (value).	Observations.
1	2	3	4	5

..... of Posts.

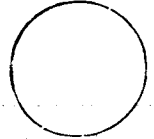


Stamp of the dispatching office.

Form L.

Administration des
Postes d _____

L.

Timbre à date du bu-
reau de destination.Report on supposed
fraudulent stamps.

PROCÈS-VERBAL

dressé à par application de l'article 18 de la Convention de l'Union postale universelle
et de l'article XXXI du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de cette Convention.

EMPLOI D'UN TIMBRE-POSTE FRAUDULEUX.

L'an mil huit cent quatre vingt le Nous
soussigné des Postes à agissant en vertu de l'article 18
de la Convention de l'Union postale universelle et de l'article XXXI du Règlement de détail et d'ordre
pour l'exécution de cette Convention, et assistant à la vérification d'¹ expédié
le de à l'adresse de M^r
à pesant et
affranchi à raison de, avons constaté que cet envoi était revêtu d'un timbre-
poste présumé frauduleux, ce qui constitue la contravention prévue par l'article 18 de la Convention
précitée.

Le destinataire nous a déclaré² { qu'il refusait de faire connaître l'expéditeur
que l'expéditeur lui est inconnu
que l'expéditeur est M^r³

En conséquence

..... nous lui avons remis

..... nous avons saisi

à l'effet de les transmettre à l'Administration des Postes d

De quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal en simple expédition pour qu'il y soit donné
suite conformément à l'article 18 de la Convention et à l'article XXXI du Règlement susmentionnés.

Signature du destinataire
ou du fondé de pouvoirs.

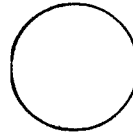
Signature d des postes.

¹ Nature de l'envoi (lettre, échantillon, imprimé, papiers d'affaires, etc).² Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre de ces indications.³ Nom et adresse du contrevenant (s'il habite une grande ville, indiquer la rue et le numéro de la maison).

Administration of
Posts of ———

L.

Form L.



Date stamp of the office
of destination.

Report on supposed
fraudulent stamps.

REPORT OF PROCEEDINGS

taken at in application of Article 18 of the Convention of the Universal Postal Union
and Article XXXI of the Regulations of detail and order of the execution of said Convention.

USE OF A FRAUDULENT POSTAGE-STAMP.

In the year one thousand eight hundred and on the
we, the undersigned of Posts at acting in
virtue of Article 18 of the Convention of the Universal Postal Union, and of Article XXXI of the
Regulations of detail and order for the execution of said Convention, and assisting in the verifica-
tion of 'mailed on the of
addressed to M at weighing
and prepaid at the rate of have found that this article had attached to it a postage
stamp presumed to be fraudulent which constitutes the offence mentioned in Article 18 of the Conven-
tion referred to above.

The addressee has declared before us¹ { that he refuses to make known the sender
that the sender is unknown to him
that the sender is M.²

..... In consequence
we have delivered to him
we have seized

for the purpose of transmitting them to the Administration of Posts of
We have prepared the present Report of these Proceedings, in single copy, in order that further pro-
ceedings may be instituted in conformity with Article 18 of the Convention and Article XXXI of the
Regulations mentioned above.

Signature of the addressee or
of his representative.

Signature of the of Posts.

¹ Nature of the article (letter, sample, print, commercial papers, &c).
² Cross out, as the case may require, one or the other of these indications.
³ Name and address of the offender (if he resides in a large city, give street and number of house).

Form M.

M.

Annual statistics.

TABLEAU

statistique du service postal en année 18..

Année	I.		II. ORGANISATION DES POSTES										
	Superficie en kilomètres carrés.	Nombre des habitants (d'après le recensement de)	NOMBRE DES BUREAUX DE POSTE							Total des bureaux de poste	Nombre des boîtes aux lettres à l'usage du public		
			à l'intérieur						à l'étranger		Nombre des administrations des postes régionales	établies aux bureaux de poste, dans les villes et localités pourvues d'un bureau de poste	établies dans les communes rurales
			Bureaux chargés de la réception et de la distribution des envois de poste de toute nature	Bureaux dont les attributions de réception et de distribution d'envois de poste sont restreintes	Autres bureaux établis pour l'expédition de malles	Bureaux ambulants, comptés d'après le nombre des convois de chaque route accompagnés de bureaux de poste	4	5					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
II. ORGANISATION DES POSTES													
Année	RELAIS DE LA POSTE AUX CHEVAUX			CHEVAUX DE TRAIT, ETC.				VOITURES ET TRÂINEAUX.					
	de l'Etat	privés	Total	de l'Etat	privés		Total	de l'Etat	privés		Total		
					Servi- ces gratuits	Servi- ces subven- tionnés			Servi- ces gratuits	Servi- ces subven- tionnés			
					Nombre	Nombre			Nombre	Nombre			
29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39			
III. SERVICE POSTAL													
Année	ENVOIS SOUMIS A LA TAXE												
	Lettres		Cartes postales		Im-primés	Papiers d'affaires	Echan- tillons de mar- chandises						
	affran- chies	non affran- chies	simples	avec réponse payée									
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre						
48		49	50	51	52	53	54	55					
Service intérieur		Service international.											
a) Réception		b) Expédition		c) Transit.....									

III.

TABLEAU

statistique du service postal en année 18..

Form M.
Continued.

II. ORGANISATION DES POSTES																	
Nombre des boîtes aux lettres à l'usage du public				PERSONNEL													
mobiles, adaptées aux voitures circulant sur des routes, etc.				Nombre des fonctionnaires et des employés				Nombre des facteurs et autres agents subalternes				Nombre des maîtres de poste (à l'exclusion de ceux qui sont en même temps préparés de bureaux)		Nombre des postillons	Nombre des entrepreneurs du transport des malles	Total du personnel	
pavées, macadamisées et ordinaires	fer-rées	maritimes, fluviales et des lacs	Total des boîtes aux lettres	Service de l'Administration centrale	Service des administrations régionales	Service des bureaux de poste	Total	Service de l'Administration centrale	Service des administrations régionales	Service des bureaux de poste	Total						
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		26	27	28	

II. ORGANISATION DES POSTES							
ÉTENDUE DES ROUTES POSTALES EXPLOITÉES À L'INTÉRIEUR				NOMBRE DES KILOMÈTRES PARCOURUS ANNUELLEMENT À L'INTÉRIEUR			
sur voies ferrées	sur voies pavées, macadamisées et ordinaires	sur voies maritimes fluviales et des lacs	Total	sur les voies ferrées	sur les voies pavées, macadamisées et ordinaires	sur les voies maritimes fluviales et des lacs	Total
Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres
40	41	42	43	44	45	46	47

III. SERVICE POSTAL.								
Envois admis à la franchise de port		Totaux des envois inscrits aux colonnes 49—57	Envois recommandés trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 49—57	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 58 étaient à remettre par exprès	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 59 donnaient lieu à avis de réception	Colis ordinaires	Lettres avec déclaration de valeur	
Lettres	Autres objets						Nombre	Valeur
Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Francs	
56	57	58	59	60	61	62	64	

M.

TABLEAU

statistique du service postal en année 18..

III. SERVICE POSTAL														
Année	65 Service intérieur Service international, a) Réception b) Expédition c) Transit	COLIS AVEC DÉCLARATION DE VALEUR		REMBOURSEMENTS										
		Nombre	Valeur	Objets de correspondances	Colis	Montant total des remboursements								
				Nombre			Nombre	Francs						
		66	67	68	69	70								
III. SERVICE POSTAL														
Année	81 Service intérieur Service international, a) Réception b) Expédition c) Transit	Dans le nombre des envois inscrits à la colonne 75 étaient		Journaux et autres ouvrages périodiques servis par abonnement										
		accompagnés d'avis de paiement	à remettre par exprès	Nombre des exemplaires	Nombre des numéros									
		Nombre	Nombre											
		82	83	84	85									
IV. CORRESPONDANCES-REBUTS														
SERVICE INTÉRIEUR					SERVICE INTERNATIONAL									
Correspondances en rebut qui ont pu être remises en distribution ou renvoyées aux expéditeurs					Correspondances restées en souffrance					Correspondances de l'intérieur pour l'étranger qui sont rentrées au bureau des rebuts				
Lettres ordinaires et lettres recommandées	Cartes postales simples et cartes postales avec réponse payée	Inprimés	Papiers d'affaires	Echantillons	Lettres ordinaires et lettres recommandées	Cartes postales simples et cartes postales avec réponse payée	Inprimés	Papiers d'affaires	Echantillons	Lettres ordinaires et lettres recommandées	Cartes postales simples et cartes postales avec réponse payée	Inprimés	Papiers d'affaires	Echantillons
96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110

Form M.
Continued.

III.

TABLEAU

statistique du service postal en..... année 18..

V. RÉSULTAT FINANCIER

RECETTES	POUR L'EXERCICE 18..	
	Francs	Cts
1. Produit de la vente des timbres-poste et des formules d'affranchissement		
2. Recettes effectuées en numéraire		
3. Taxes perçues pour le transport des voyageurs et pour surpoids de bagages		
4. Bonifications reçues des Administrations étrangères.....		
5. Autres recettes diverses		
Total des recettes		
DÉPENSES	POUR L'EXERCICE 18..	
	Francs	Cts
1. Traitements et émoluments:		
a) des fonctionnaires et employés		
b) des facteurs et autres agents subalternes		
2. Achat et entretien des bâtiments et du matériel des postes, frais de location, de chauffage et d'éclairage, fournitures de bureau et autres menus frais		
3. Frais de transport par les voies ferrées, pavées, macadamisées, maritimes et fluviales (y compris les frais de construction et d'entretien des voitures de poste)		
4. Indemnités pour pertes ou avaries d'envois de poste		
5. Subventions aux entrepreneurs de relais de poste.....		
6. Subventions aux compagnies de navigations		
7. Bonifications payées aux Administrations étrangères.....		
8. Autres dépenses diverses		
Total des dépenses.....		

N.

Form N.
Continued.

TABLEAU

statistique du service international (expédition) pour l'année 18..

Pays.	REBOURSEMENTS.					Dans le nombre des envois inscrits aux colonnes 14, 15, 17, 19 et 20	
	Objets de correspondance	Colis	Montant total des remboursements	Remboursements refusés		donnaient lieu à avis de réception	étaient à remettre par exprès
				Nombre	Montant		
	Nombre	Nombre	Francs		Francs	Nombre	Nombre
19	20	21	22	23	24	25	
EUROPE.							
Allemagne							
Autriche-Hongrie.....							
Belgique							
.....							
.....							
AMÉRIQUE.							
République Argentine							
Brésil							
Canada							
Chili							
.....							
AFRIQUE.							
Égypte.....							
Libéria.....							
.....							
ASIE.							
Inde britannique.....							
Japon							
.....							
.....							
Totaux.....							

N.

TABLEAU

*statistique du service international (expédition) pour l'année 18..*Form N.
Continued.

Pays.	Mandats de poste		Recouvrements Nombre	Dans le nombre des envois inscrits à la colonne 26		Journaux, etc., servis par abonnement Nombre
	Nombre	Valeur		donnaient lieu à avis de paiement	étaient à remettre par expès	
		Francs				
EUROPE.	26	27	28	29	30	31
Allemagne.....						
Autriche-Hongrie..						
Belgique.....						
.....						
.....						
AMÉRIQUE.						
Républ. Argentine..						
Bésil.....						
Canada.....						
Chili.....						
.....						
.....						
AFRIQUE.						
Égypte.....						
Libéria.....						
.....						
.....						
ASIE.						
Inde britannique...						
Japon.....						
.....						
.....						
Totaux.....						